Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

Rapport annuel 2016

Pays voisins du Sud et Fonds fiduciaire de la FEMIP

Sommaire

2 Avant-propos du vice-président

4 L'année 2016 en bref

5 Pays voisins du Sud
6 Évolution de la situation politique et macroéconomique
8 Activités de financement de la BEI en 2016

11 Coopération avec d'autres institutions financières internationales
12 Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord créé par le Partenariat de Deauville
13 Coopération avec l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ)

14 Fonds fiduciaire de la FEMIP
15 Approbations au titre du FFF entre 2005 et 2016
16 Déclarations des donateurs

18 Perspectives de financement du FFF
18 Contributions des donateurs
19 Financements de tiers

20 Opérations au titre du FFF en 2016
20 Opérations approuvées au titre du FFF en 2016
20 Opérations au titre du FFF achevées en 2016

21 Volets ciblés du Fonds fiduciaire de la FEMIP
21 CAMENA – Soutien aux actions en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord
23 L'enveloppe de la FEMIP pour l'investissement d'impact

24 Programmes du Fonds fiduciaire de la FEMIP axés sur le renforcement des capacités

28 Activités publiques en 2016

30 Perspectives

32 Annexes statutaires relatives au FFF
32 Annexe 1 – Opérations du FFF approuvées au 31 décembre 2016
35 Annexe 2 – Opérations approuvées en 2016
39 Annexe 3 – Opérations achevées en 2016
43 Annexe 4 – Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : réserve de contrats
44 Annexe 5 – États financiers abrégés

Avant-propos du vice-président

En 2016, la Banque européenne d'investissement, qui compte parmi les principaux bailleurs de fonds des pays voisins du Sud, a contribué sans relâche à relever les défis de la région à l'appui des politiques de développement de l'Union européenne. Seize nouvelles opérations de prêt, d'un montant total de 1,6 milliard d'EUR, ont été signées, ciblant surtout le secteur privé et le secteur environnemental, qui font tous deux partie des objectifs de haut niveau du mandat de prêt extérieur 2014-2020.

Depuis sa création en 2004, le Fonds fiduciaire de la FEMIP (FFF) appuie et renforce l'impact des activités de la Banque sur le développement dans la région méditerranéenne. La Banque compte, à cette fin, sur le soutien permanent des donateurs du FFF pour financer des projets dans les quatre secteurs prioritaires de ce fonds (à savoir le financement de microentreprises et de petites et moyennes entreprises, les infrastructures, l'environnement et les ressources humaines, ainsi que la recherche-développement et l'innovation).

Le FFF appuie activement les projets grâce à l'apport de capital-risque, à la préparation de projets et à la mise en œuvre d'instruments d'assistance technique (AT). En particulier, ses interventions d'assistance technique en amont contribuent à la sélection et à l'élaboration de projets solides et mûrement réfléchis, lesquels attirent à leur tour un soutien financier supplémentaire qui permet une réalisation plus rapide des projets, assortie d'un plus grand impact. Cinq opérations d'assistance technique ont ainsi été approuvées au cours de l'année 2016, pour un montant total de 3,9 millions d'EUR.

Depuis le lancement du FFF, la BEI déploie des efforts particuliers pour soutenir le développement du secteur privé (68 % du portefeuille signé total dans les pays voisins du Sud à ce jour) car il s'agit, de l'avis général, du moyen le plus efficace pour assurer une croissance économique durable. Dans ce cadre, un travail commun a été mené avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement et la Banque mondiale, intitulé *Quels sont les obstacles au développement du secteur privé dans la région MENA ?*, qui a abouti à une évaluation transparente et commune des difficultés et des possibilités que rencontre le secteur privé dans la région MENA. Le rapport qui en a été dressé est basé sur un questionnaire soumis aux entreprises dans huit économies distinctes à revenus moyens de la région et présente les enseignements tirés de cette étude. Celle-ci permettra à la BEI de renforcer son appui financier au secteur privé et ainsi de stimuler la création d'emplois.

Par ailleurs, l'année a une nouvelle fois été marquée par la crise migratoire puisque la région MENA comprend plusieurs pays de transit pour les migrants. La BEI s'efforce de lutter directement contre les causes profondes des migrations en s'attaquant aux difficultés socio-économiques des pays affectés. Elle a créé, dans cette optique, l'initiative Résilience économique pour les pays voisins du sud de l'Europe et les Balkans occidentaux (IRE) afin d'épauler également les pays voisins

de l'Union européenne. L'IRE poursuit les objectifs d'une modernisation et d'un développement des infrastructures sociales et économiques et d'une stimulation de la croissance et de la création d'emplois portées par le secteur privé.

Enfin, la lutte contre les changements climatiques est, aux yeux de la BEI, une priorité essentielle dans la région. En septembre 2016, une conférence internationale consacrée à l'action climatique dans la région a été organisée à Rabat en partenariat avec l'État marocain et l'Union pour la Méditerranée. Les participants ont salué cet événement, en mettant en avant l'importance des programmes d'assistance technique pour faciliter les projets dans la région méditerranéenne par le biais de l'enveloppe allouée à l'Action de la BEI en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord au titre du FFF. Six programmes d'assistance technique ont été approuvés depuis la création de cette enveloppe en 2015.

Avec le soutien durable des États membres, de la Commission européenne et des donateurs du FFF, sans oublier la coopération active de la Banque avec les institutions financières internationales, la BEI continuera à encourager la politique de l'Union européenne en matière de développement afin de réaliser les objectifs ambitieux qui ont été fixés et à contribuer activement au renforcement des économies locales et du développement dans la région méditerranéenne.

Román ESCOLANO
vice-président de la BEI

L'année 2016 en bref

Conseils

décaissements	
Mio EUR	1,4

opérations d'AT approuvées	
Mio EUR	3,9

opérations d'AT signées	
Mio EUR	1,7

Prêts

- **1,6 milliard d'EUR signés** pour 16 nouvelles opérations dans des pays voisins du Sud qui ne sont pas membres de l'Union européenne (Égypte, Israël, Maroc et Tunisie)
- Deux grands domaines d'activités : **le financement d'infrastructures et le soutien au secteur privé**
- **68 %** du volume total des prêts étaient destinés à des **opérateurs privés**
- Lancement de l'**initiative Résilience économique (IRE)** pour intensifier le soutien à la croissance économique, au développement durable et à la stabilité dans les pays voisins de l'Union européenne

Panachage de ressources

Cinq accords de délégation ont été signés au titre de la Facilité d'investissement pour le voisinage **(FIV)** dans les pays voisins, pour un montant total de **105 millions d'EUR, dont 31millions d'EUR** en faveur de deux opérations de la BEI dans les pays voisins du Sud (Jordanie).

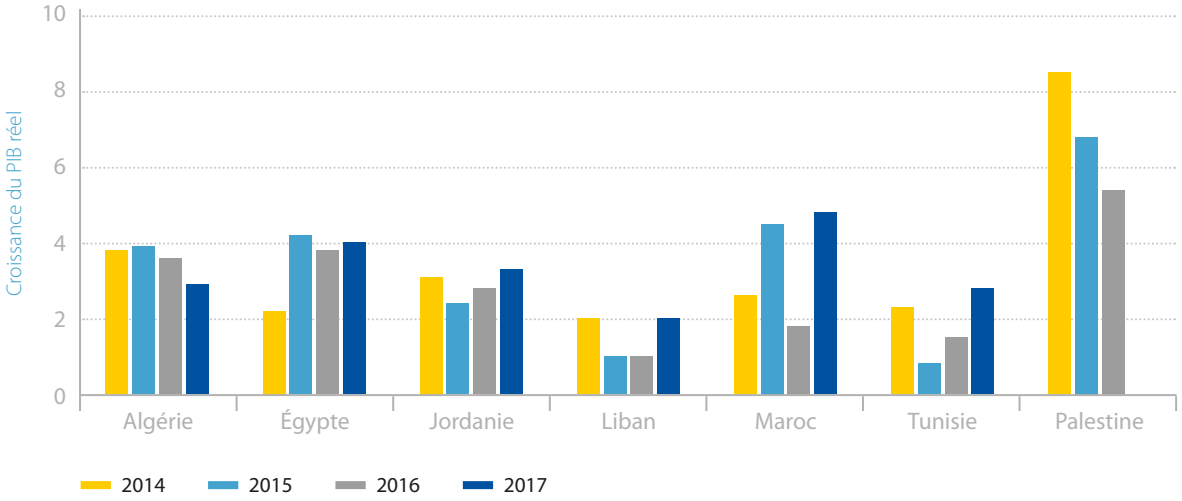
Pays voisins du Sud

Évolution de la situation politique et macroéconomique

En 2016, les économies des pays voisins du Sud ont enregistré une croissance de 2,6 % en moyenne, un taux légèrement inférieur à la moyenne de 3 % observée au cours de la période 2011-2015. L'activité économique a été entravée par une mauvaise saison agricole, la faiblesse des recettes issues du tourisme, en particulier en Égypte et en Tunisie, et les conflits en Libye et en Syrie, lesquels ont également eu des répercussions sur les pays voisins sur le plan de la confiance des investisseurs, du tourisme et du commerce. L'économie algérienne a fortement pâti de la faiblesse des prix du pétrole, le secteur des hydrocarbures représentant environ 30 % du PIB du pays.

En revanche, les importateurs de pétrole de la région ont largement profité de la baisse des prix du pétrole. Du fait de la situation économique et sociale difficile dans la plupart des pays, les déficits courants et budgétaires se sont encore creusés en 2016 et les taux de chômage se sont maintenus à des niveaux élevés, en particulier pour les jeunes. Si les réformes relatives à l'environnement des affaires, telles que le cadre réglementaire et la protection des investisseurs en Égypte et au Maroc, favorisent l'activité économique et la confiance des consommateurs, de nouvelles réformes structurelles s'imposent pour porter la croissance potentielle à des niveaux qui auront des effets durables sur le chômage.

Croissance économique



Source : FMI

En **Égypte**, la croissance économique est restée stable grâce à un recul de l'instabilité politique. Le conflit en Syrie fait payer un lourd tribut à la Jordanie et au Liban, en ce sens qu'il nuit à la confiance des investisseurs, au tourisme, au secteur du bâtiment et aux exportations. Après un blocage de deux ans, le **Liban** a un nouveau président et un nouveau Premier ministre, ce qui est de bon augure pour le programme de réforme structurelle en cours. La croissance économique au **Maroc** a continué à grandement fluctuer, la production agricole étant fortement tributaire des conditions climatiques au cours de l'année donnée en raison de l'insuffisance des systèmes d'irrigation. La situation économique **tunisienne** est demeurée fragile sous l'effet de la persistance de tensions sécuritaires ainsi que d'interruptions de travail et de grèves. Le secteur tunisien du tourisme a connu un grave affaissement lié aux inquiétudes accrues en matière de

sécurité. Le recul de la production de pétrole dû à une forte chute des investissements réalisés par des entreprises pétrolières étrangères et la baisse de la production de phosphate engendrée par les grèves ont également pesé sur l'économie du pays. En **Algérie**, la forte progression du PIB réel, basée sur des prix constants, a masqué un net recul du PIB nominal provoqué par la baisse des prix du pétrole.

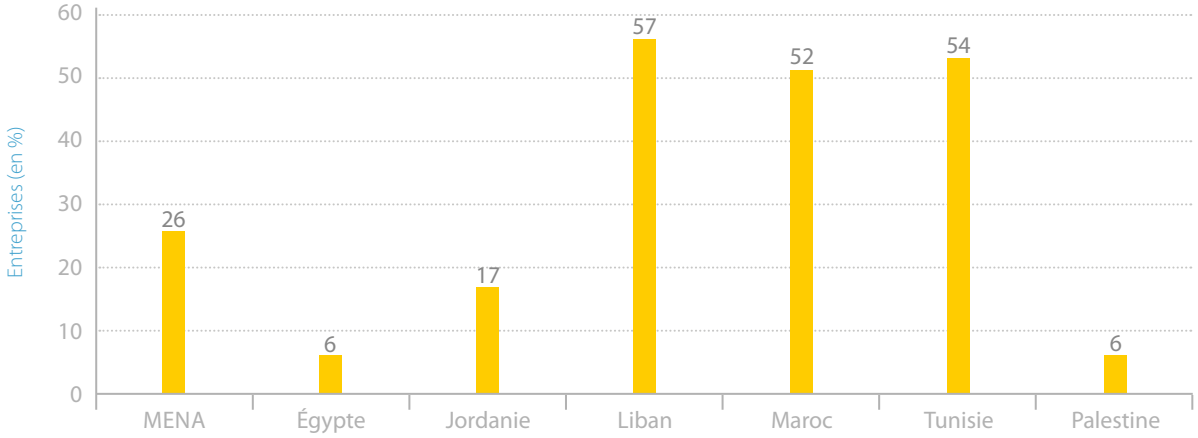
Dans la plupart des pays voisins du Sud, l'économie continue de souffrir de l'état des budgets publics, particulièrement faibles, nonobstant les progrès réels dans la consolidation budgétaire. La baisse des prix du pétrole a permis aux pays importateurs de pétrole de réformer les finances publiques, par exemple en abandonnant progressivement les subventions générales à l'énergie en faveur d'aides sociales ciblées. Pour l'avenir, il faudra procéder à une perception des recettes plus efficace et à une priorisation des dépenses pour dégager les marges budgétaires qui permettront de réaliser les investissements requis dans les infrastructures, la santé et l'éducation pour faire reculer la pauvreté et le taux de chômage.

Accès aux financements

Dans les pays de la région, le secteur financier est dominé par des banques fonctionnant selon un modèle économique traditionnel. Les institutions financières non bancaires et les marchés des capitaux sont encore dans leurs premières phases de développement. Les actifs du secteur bancaire restent relativement élevés par rapport au PIB, un niveau étayé par de solides encours de dépôts. Dans le même temps, une part importante des dépôts sert à financer la dette publique. Cette part s'est encore accrue ces dernières années, le crédit à l'État ayant augmenté plus vite que les dépôts. Dans certains pays, la dépendance à l'égard des banques nationales pour financer le déficit budgétaire et la dette publique réduit l'offre de crédit disponible pour le secteur privé.

Le graphique ci-après présente des données provenant des enquêtes menées par la BERD, la BEI et le Groupe de la Banque mondiale auprès des entreprises dans la région MENA et montre le pourcentage d'entreprises bénéficiant d'un prêt bancaire dans les pays voisins du Sud. Une dichotomie apparaît clairement : le Liban, le Maroc et la Tunisie soutiennent favorablement la comparaison, tandis que l'Égypte, la Jordanie et la Palestine* sont à la traîne. Cela dit, dans tous ces pays, les prêts aux PME pourraient bénéficier d'une réforme du cadre des opérations garanties et de meilleures informations en matière de crédit. L'insuffisance de la couverture des bureaux d'information sur les antécédents de crédit est amplifiée par la médiocrité des informations financières communiquées par les entreprises.

La région constitue un terrain difficile pour le financement des PME, en raison notamment de son instabilité politique. D'après l'enquête sur les entreprises de la Banque mondiale, de la BEI et de la BERD dans la région MENA, plus de 30 % des PME déclarent que l'accès aux financements est un obstacle important ou très important à leurs activités, contre 20 % des entreprises de plus grande taille.



Source : enquête sur les entreprises de la Banque mondiale, de la BEI et de la BERD dans la région MENA.

* Cette désignation ne doit pas être interprétée comme une reconnaissance d'un État de Palestine et elle est utilisée sans préjudice des positions individuelles des États membres à ce sujet.

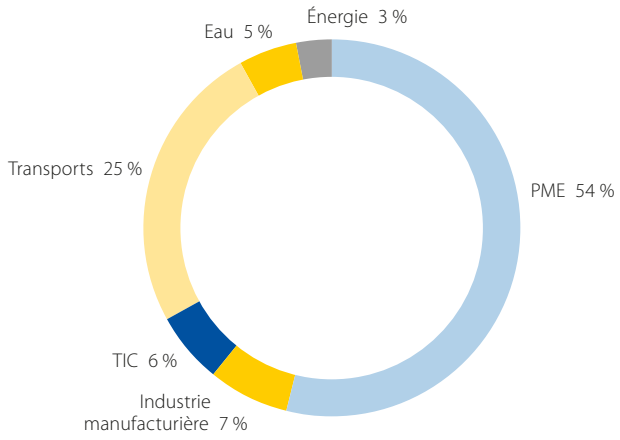
Activités de financement de la BEI en 2016

Prêts

La Banque a prêté un total de 1,6 milliard d'EUR aux pays voisins du Sud qui ne sont pas membres de l'UE. Elle a ainsi confirmé son intention de conserver sa place parmi les plus grands bailleurs de fonds de la région en privilégiant deux domaines d'activité principaux : le financement des infrastructures et le soutien au secteur privé.

En 2016, la Banque a signé 16 opérations réparties dans quatre pays. Elle a continué à soutenir des projets d'infrastructures essentiels de la région, mais l'accent s'est déplacé durant l'année en direction du secteur privé, avec en particulier un renforcement de l'activité en faveur des PME, mais aussi des grandes entreprises.

Prêts signés en 2016 (répartition par secteur en %)



Pas moins de 68 % du volume total des prêts ont bénéficié aux acteurs du secteur privé, contre une moyenne régionale de 46 % ces dix dernières années. Outre l'augmentation sensible des prêts aux PME, qui ont dépassé la moitié du volume total en 2016, les transports sont restés un secteur important, avec quelque 25 % du montant prêté total. De même, les prêts aux grandes entreprises ont nettement augmenté, avec près de 20 % des opérations à destination de l'industrie manufacturière et du secteur des TIC.

La Banque a continué d'accorder son soutien à de grands projets d'infrastructures de la région dans les domaines des transports, du traitement de l'eau et de l'énergie, dont le cumul atteint un tiers du volume total des prêts. L'importance accordée à l'action en faveur du climat est restée grande, puisque plus du tiers des opérations auront un impact positif substantiel sur le climat. Cette proportion s'inscrit toutefois à la baisse par rapport aux 50 % observés en 2015, principalement parce que l'accent a davantage été mis sur les prêts aux PME en 2016, de sorte que les investissements dans l'action en faveur du climat ont diminué.

Pour ce qui est des différents projets, les opérations suivantes signées en 2016 présentent un intérêt particulier :

- Le projet **Depolmed** prévoit la réhabilitation et l'extension de stations de traitement des eaux usées et de réseaux d'assainissement dans une région littorale stratégique de Tunisie. Les investissements de ce programme serviront à financer des infrastructures environnementales prioritaires et aideront le promoteur, l'Office national de l'assainissement

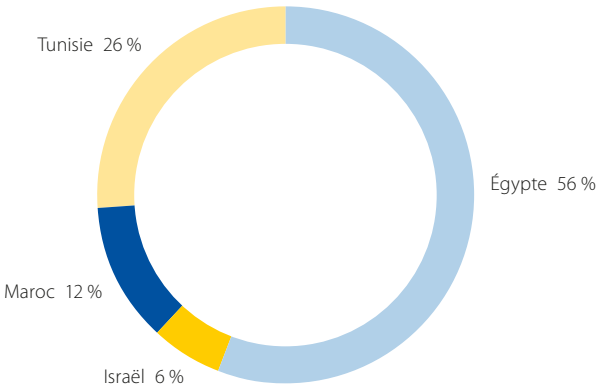
(ONAS), à fournir des services fiables et d'une qualité élevée qui sont également indispensables à la croissance économique et au développement social des communes bénéficiaires. Dans le cadre de l'initiative Horizon 2020 de la Commission européenne, ce projet est soutenu par MeHSIP II (Programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée) dans la perspective de la dépollution de la mer Méditerranée. Le projet est cofinancé par l'AFD et la BEI, avec également l'appui d'une assistance technique et de subventions de la Facilité d'investissement pour le voisinage (FIV) de l'UE.

- La **Ligne verte de la BMCE** est destinée à moderniser la gestion des déchets municipaux solides au Maroc, l'un des principaux défis environnementaux auxquels le pays est confronté. La BEI accorde une ligne de crédit à une éminente banque nationale, la Banque marocaine du commerce extérieur (BMCE), pour qu'elle cofinance les investissements consentis dans la gestion des déchets solides par des promoteurs privés au Maroc. Outre sa contribution à la création de nouvelles installations de gestion des déchets, le projet favorisera le développement de circuits distincts de collecte (y compris pour les biodéchets) et de recyclage, dans le droit fil de la stratégie nationale du Maroc sur la gestion des déchets. Le projet est cofinancé avec la FMO, la société néerlandaise de financement du développement, et bénéficie également de l'apport d'une assistance technique pour aider la BMCE et les promoteurs au cours de sa mise en œuvre. Cette opération est destinée à soutenir les initiatives de la BMCE à l'appui de l'amélioration des pratiques et des normes en matière de gestion des déchets solides, l'un des principaux défis environnementaux auxquels le Maroc se trouve confronté.

- Le **Prêt de la BMCE aux PME et aux ETI** soutient le développement du secteur privé au Maroc en améliorant l'accès aux financements à des conditions favorables pour les PME et les entreprises de taille intermédiaire actives dans le secteur industriel et les services. Il s'agit d'un prêt spécifique de la BEI, dont les fonds seront alloués aux bénéficiaires finals par l'intermédiaire de la BMCE. Ce projet est conforme à la priorité accordée par l'Union européenne et le Maroc à la construction d'une économie de marché propice aux investissements et aux échanges tant au niveau national qu'international.

- Le **Déploiement de la 4G de Tunisie Telecom** renforce l'inclusion numérique en améliorant l'accès à l'internet partout en Tunisie. Le réseau existant de télécommunications mobiles haut débit 3G sera étendu et un nouveau réseau 4G LTE sera déployé. Ce projet est la première opération de l'initiative Horizon 2020 dans le secteur privé en Tunisie et dans les pays voisins du Sud. Il témoigne de la volonté de la BEI d'apporter un soutien financier ciblé aux acteurs privés dans la région méditerranéenne.

Prêts signés en 2016 (répartition par pays en %)



Panachage de ressources

La Banque a continué à rechercher des financements complémentaires sous forme de subventions pour ses opérations de prêt, notamment en panachant activement ses prêts avec les soutiens de la Facilité d'investissement pour le voisinage (FIV) financée par l'UE.

Cinq accords de délégation ont été signés dans les pays voisins (de l'Est et du Sud), pour une contribution totale de la FIV d'environ 105 millions d'EUR. Ce montant bat le record du financement sous forme de subventions de la FIV confié à la BEI sur une année et atteste par ailleurs de l'importance d'une bonne coopération avec les institutions partenaires et la Commission européenne, puisque la FIV récolte également des ressources auprès d'autres IFI. L'aide octroyée par la FIV dans les pays voisins du Sud s'est concentrée sur les subventions à l'investissement (environ 28 millions d'EUR).

La Banque a signé deux opérations bénéficiant de contributions de la FIV en Jordanie, pour les projets NEPCO (National Electric Power Company) Green Corridor et Wadi Al Arab, l'aide apportée par la FIV pour ces deux projets atteignant au total quelque 31 millions d'EUR. Le projet NEPCO Green Corridor doit renforcer la dorsale de transport d'électricité à haute tension du pays de façon à ce que de nouvelles installations produisant de grandes quantités d'électricité renouvelable puissent être raccordées au réseau et à ce que l'électricité puisse être acheminée depuis les régions désertiques du centre et du Sud jusqu'à Amman, où la production repose sur les combustibles fossiles. Le projet Wadi Al Arab, une nouvelle installation de prise d'eau à partir du canal du roi Abdallah, améliorera l'accès à l'eau potable pour la population grandissante des gouvernorats du nord de la Jordanie. Il s'inscrit dans la stratégie nationale jordanienne dans le domaine de l'eau, qui vise à optimiser la distribution d'eau dans tout le pays.

L'initiative Résilience économique

Le glissement notable vers une plus forte proportion de prêts au secteur privé traduit la concrétisation de **l'initiative Résilience économique** (IRE) que la Banque a lancée en 2016. Cette initiative est le programme élaboré par la BEI pour intensifier le soutien à la croissance économique, au développement durable et à la stabilité dans les pays voisins de l'Union européenne.

En mars 2016, le Conseil européen a invité la BEI, en sa qualité de banque de l'Union européenne, à lui présenter une initiative spécifique visant à mobiliser rapidement des financements supplémentaires pour soutenir la croissance, les infrastructures vitales et la cohésion sociale dans les pays de son voisinage méridional et des Balkans occidentaux. La Banque a ainsi proposé le concept d'une initiative portant sur la résilience économique, que le Conseil européen a avalisé en juin 2016. En octobre 2016, le Conseil d'administration de la BEI a ensuite approuvé le lancement des premières composantes de l'initiative, qui consistaient à intensifier les activités existantes de la BEI dans les deux régions. L'IRE entend apporter 4,5 milliards d'EUR de prêts supplémentaires de la BEI dans les pays voisins du Sud au cours des cinq prochaines années, répartis comme suit :

- 1,5 milliard d'EUR de prêts supplémentaires à l'appui des secteurs public et privé au titre des cadres existants ;
- 900 millions d'EUR de prêts supplémentaires à des conditions particulièrement favorables au profit du secteur public local ;
- 2,1 milliards d'EUR pour des financements présentant un impact et des risques plus élevés à l'appui du secteur privé.

En vue de maximiser l'efficacité et de comprimer les coûts inhérents à la gestion des fonds de donateurs, les instances dirigeantes de la BEI ont approuvé, en décembre 2016, la création de la plateforme de partenariat pour les fonds (PPF), commune à plusieurs régions, plusieurs contributeurs et plusieurs secteurs, qui a aussi pour but d'uniformiser les procédures opérationnelles, les modalités de gouvernance, les méthodes de calcul des commissions et les obligations de présentation de rapports.

La PPF poursuit la mission essentielle de constituer le cadre requis pour permettre la création de nouveaux fonds, parmi lesquels celui de l'initiative Résilience économique.

Coopération avec d'autres institutions financières internationales

La BEI a poursuivi sa coopération avec d'autres institutions financières internationales et bilatérales, comme l'AFD, la BERD et la KfW, qui cofinancent des projets dans la région. Elle a également continué tout au long de l'année de travailler avec d'autres partenaires institutionnels, notamment l'Union pour la Méditerranée (UpM). Parmi les initiatives menées par l'UpM auxquelles la BEI a contribué en 2016 figurent la troisième Conférence ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur l'emploi et le travail, qui a eu lieu en septembre 2016 en Jordanie, et la deuxième Conférence régionale de l'UpM sur la gouvernance et le financement du secteur de l'eau en Méditerranée, qui a eu lieu en décembre 2016 en Tunisie.

En juillet 2016, la BEI, la BERD et la Banque mondiale ont présenté pour la première fois l'étude *Quels sont les obstacles au développement du secteur privé dans la région MENA ? Enseignements tirés de l'enquête sur les entreprises*. Selon sa principale conclusion, le secteur privé formel dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord doit jouer un rôle crucial dans la transformation économique globale de la région.

Les contributions de tiers suivantes, versées par l'intermédiaire du Fonds fiduciaire de la FEMIP, méritent d'être citées pour illustrer la coopération avec d'autres IFI.

Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord créé par le Partenariat de Deauville

Le Partenariat de Deauville[1] œuvre en faveur de la transition politique et économique en Égypte, en Tunisie, au Maroc, en Libye, en Jordanie et au Yémen. Le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) a été créé pour apporter des services de conseil aux pays de la région afin de les aider à entreprendre les réformes politiques nécessaires pour construire des économies plus inclusives et transparentes, stimuler les échanges commerciaux et l'intégration dans la région et instaurer un environnement propice à l'expansion du secteur privé. Il est géré par la Banque mondiale et la BEI fait fonction d'agence d'aide à l'exécution.

À la fin 2016, ce fonds avait reçu des contributions d'un montant total de **239,6 millions d'USD**, dont 24,3 millions d'USD[2] avaient été alloués par le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord au profit de cinq programmes de conseil technique dirigés par la BEI dans les pays voisins du Sud par le biais du Fonds fiduciaire de la FEMIP : le **projet Logismed Soft** (Égypte, Maroc et Tunisie) ; **Intégration régionale grâce aux corridors de commerce et de transport** (Égypte, Jordanie, Maroc et Tunisie) ; le **Programme de croissance pour les PME** (Jordanie) ; **Promouvoir l'inclusion financière via les services financiers mobiles dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée** (Jordanie et Maroc) et **Optimisation et suivi de l'impact des projets d'infrastructure sur l'emploi** (Tunisie).

Projets conduits par la BEI et approuvés par le Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord du Partenariat de Deauville[3]

Projet	Objectif	Situation actuelle
Projet Logismed Soft	Soutenir l'augmentation des capacités des plateformes logistiques en Égypte, au Maroc et en Tunisie et tisser un réseau de collaboration entre ces plateformes.	En cours de réalisation
Intégration régionale grâce aux corridors de commerce et de transport	Encourager le démantèlement des obstacles au commerce et au transport le long des corridors commerciaux prioritaires de l'Égypte, de la Jordanie, du Maroc et de la Tunisie et aux points de passage des frontières connexes.	En cours de réalisation
Programme de croissance pour les PME	Soutenir et accompagner les entreprises en phase de démarrage, les microentreprises et les petites et moyennes entreprises, en mettant spécialement l'accent sur les entreprises en croissance à forte valeur, afin d'accroître la productivité et la compétitivité grâce à l'adoption et à l'application d'innovations.	En cours de réalisation
Promouvoir l'inclusion financière via les services financiers mobiles dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée	Apporter un soutien ciblé aux banques centrales de la région afin de promouvoir le développement de solutions de paiement de détail innovantes telles que les services financiers mobiles, qui favoriseront un meilleur accès aux services financiers dans toute la région.	Clôturé
Optimisation et suivi de l'impact des projets d'infrastructure sur l'emploi	Estimer l'impact (qualitatif et quantitatif) des investissements publics dans les infrastructures sur la création d'emplois en mettant en place un système de gestion de l'information et, à partir des constats, concevoir de meilleurs projets, susceptibles de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.	En cours de préparation

[1] https ://www.menatransitionfund.org/
[2] En 2013, 2014 et 2015.
[3] Pour plus d'informations sur les contrats relatifs aux projets de la BEI, veuillez vous reporter à l'annexe 4.

Répartition financière des projets approuvés par la BEI (en USD)

Projet par pays	Égypte	Jordanie	Maroc	Tunisie	Total général
Projet Logismed Soft	1 565 403		1 565 403	1 565 000	**4 695 806**
Intégration régionale grâce aux corridors de commerce et de transport	4 230 000	2 630 000	3 550 000	3 800 000	**14 210 000**
Programme de croissance pour les PME		3 850 000			**3 850 000**
Promouvoir l'inclusion financière via les services financiers mobiles dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée		426 000	392 000		**874 000**[4]
Optimisation et suivi de l'impact des projets d'infrastructure sur l'emploi				609 500	**609 500**
Total	5 795 403	6 906 000	5 507 403	5 974 500	24 239 306

Coopération avec l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ)

La BEI et la GIZ ont cofinancé une étude MAAN (Mesures d'atténuation appropriées au niveau national) destinée à étayer la réalisation de projets MAAN dans les pays couverts par la FEMIP, qui rendent possibles à court et à long terme des investissements dans l'action en faveur du climat dans la région méditerranéenne. La GIZ a versé une contribution de 100 000 EUR au Fonds fiduciaire de la FEMIP, qui a été jointe aux 200 000 EUR provenant de l'enveloppe FFF/CAMENA. L'étude est actuellement en cours de réalisation et devrait être achevée à la fin de 2017.

[4] 56 000 USD ont été retenus à titre de coûts indirects pour le projet Promouvoir l'inclusion financière via les services financiers mobiles dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée en Égypte.

Fonds fiduciaire de la FEMIP

Depuis son lancement en 2004, le Fonds fiduciaire de la FEMIP (FFF) a perçu 54,3 millions d'EUR de ses 17 pays donateurs parmi les États membres et de la Commission européenne pour soutenir la conception et la réalisation de projets financés par la Banque.

Le FFF a déjà soutenu les activités de la Banque dans les pays voisins du Sud en finançant des opérations d'assistance technique, des interventions d'appui au renforcement des capacités, des études en amont et des opérations de capital-risque. Les pays voisins du Sud qui peuvent actuellement prétendre à un soutien du FFF sont les suivants : Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye[5], Maroc, Palestine, Syrie[2] et Tunisie.

Le FFF a également reçu près de 24,3 millions d'USD destinés à cinq projets de la Banque de la part du Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), un fonds créé par le G8 par le biais du Partenariat de Deauville dans le sillage du Printemps arabe.

De plus, le ministère britannique du développement international (DFID) a approuvé, en 2014, une subvention de 15 millions de GBP au profit du FFF pour un programme d'action en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (CAMENA).

En 2016, le FFF a approuvé 3,91 millions d'EUR au profit de projets de la Banque, portant le montant cumulé des subventions approuvées par le FFF à près de 43 millions d'EUR.

En excluant les subventions liées à la diffusion, aux stages et aux détachements, 67 subventions, représentant 39,4 millions d'EUR, ont été approuvées au total, dont 9 subventions équivalant à 12,8 millions d'EUR (soit 33 %) se rapportaient directement à des prêts de la BEI. Ces subventions ont produit un effet de levier de 1 pour 93 au regard du coût total des projets et de 1 pour 41,5 au regard du montant prêté par la BEI.

[5] La BEI démarrera ses activités en Libye lorsqu'un accord-cadre aura été signé avec ce pays ; la BEI a commencé à préparer cet accord en 2014, mais sa finalisation dépendra des progrès réalisés pour aboutir à une politique durable dans le pays.

[6] À la suite des sanctions infligées par l'UE en novembre 2011, la BEI a suspendu tous les décaissements et les contrats de conseil technique relatifs aux projets en Syrie.

Approbations au titre du FFF entre 2005 et 2016

Depuis son lancement, le FFF a approuvé 70 opérations pour une valeur cumulée de près de 43 millions d'EUR.

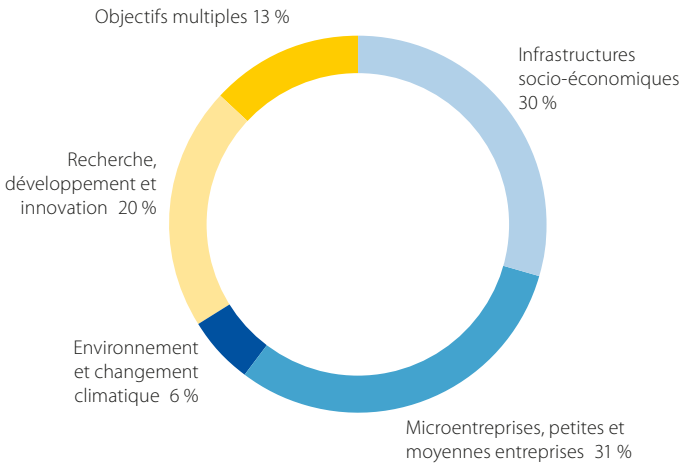
Opérations approuvées au titre du FFF entre 2005 et 2016

Assistance technique
(66 opérations)
33 Mio EUR

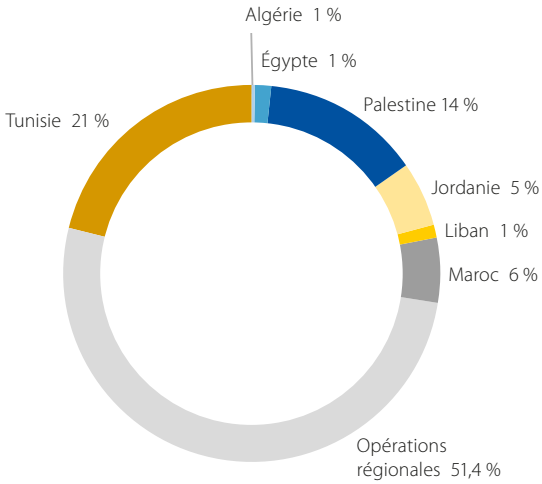
Capital-risque
(4 opérations)
10 Mio EUR

Valeur totale
43 Mio EUR

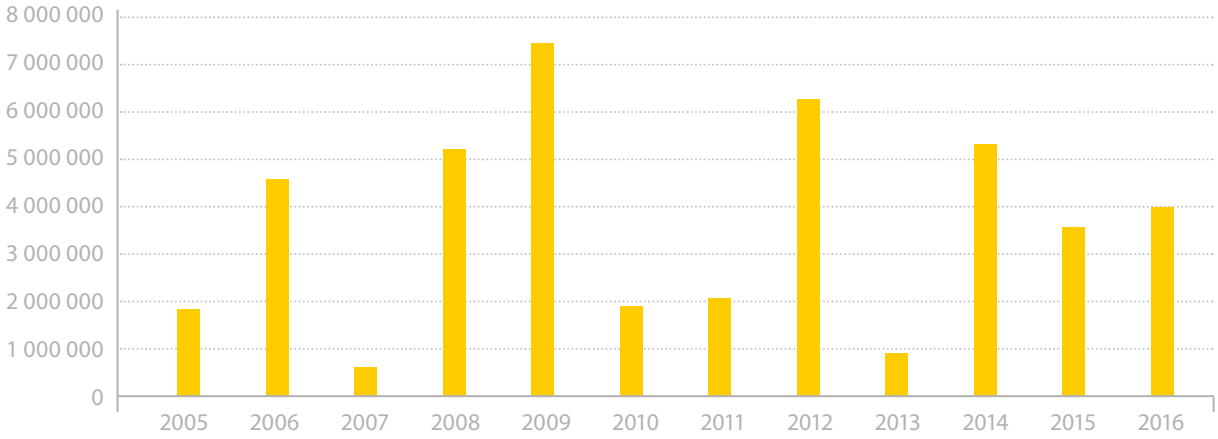
Répartition par secteur des approbations au titre du FFF – 2005-2016



Répartition par pays des approbations au titre du FFF – 2005-2016



Montant approuvé en EUR



Déclarations des donateurs

Les réalisations du FFF sont le fruit d'une étroite collaboration entre la Banque et les donateurs du FFF sur le plan de la mise en commun des ressources financières et des connaissances. Les témoignages du Royaume-Uni et de l'Espagne sur le FFF sont présentés ci-après :

Sarah Sanyahumbi

Directrice adjointe et chef du département Europe au sein du ministère britannique du développement international

Royaume-Uni

« Dans la stratégie d'aide internationale du Royaume-Uni, une place importante revient au soutien aux efforts déployés pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter et, partant, pour renforcer la résilience et la capacité de réaction aux crises. Les changements climatiques font peser une menace particulièrement lourde sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord qui en subiront les effets autant que n'importe quelle autre région, voire davantage. La lutte contre les changements climatiques offre également certaines possibilités pour la région MENA par la promotion d'investissements prenant le climat en considération et le développement des énergies renouvelables. C'est pourquoi le Royaume-Uni s'est engagé dans un partenariat avec la BEI, en 2015, en créant l'enveloppe dédiée à l'action en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (CAMENA) sous les auspices du Fonds fiduciaire de la FEMIP.

Le Royaume-Uni affecte 15 millions de GBP à la CAMENA sur quatre ans afin qu'elle apporte une assistance technique qui favorise l'élaboration et la réalisation de projets et qu'elle investisse dans un fonds de placement ayant pour mission de faciliter une croissance verte. En deux ans d'existence, la CAMENA a affecté des financements à un certain nombre d'activités relevant de divers secteurs, comme les énergies renouvelables en Palestine, les transports au Maroc et les eaux usées en Égypte. En Palestine, une assistance technique a été fournie pour la préparation de marchés publics d'achat de centrales électriques sur site et hors site qui doivent alimenter une usine de dessalement. Cette usine produira suffisamment d'eau saine pour 1,7 million de personnes dans une région où 90 % de la ressource en eau ne sont pas conformes aux normes de l'OMS sur l'eau potable. Des panneaux solaires et des éoliennes lui fourniront 60 % de l'énergie requise, ce qui en fera l'une des rares grandes installations de dessalement dans le monde fonctionnant avec une proportion substantielle d'énergies renouvelables. C'est précisément le type d'effet positif auquel nous sommes heureux de pouvoir aboutir grâce au programme CAMENA.

Nous attendons avec intérêt de voir les autres résultats de ces projets dans la région au cours de l'année qui vient. Induire un changement de grande envergure et à longue échéance requiert un travail conjoint et constant. Par conséquent, nous encourageons également d'autres donateurs à alimenter l'enveloppe de la CAMENA afin de renforcer cet élan. »

Carlos San Basilio

Directeur général du Trésor espagnol

Espagne

« Depuis la création du Fonds fiduciaire de la FEMIP (FFF), l'Espagne réaffirme son engagement à l'égard des pays voisins du Sud et soutient activement l'instauration d'un environnement économique porteur et le développement d'un secteur privé fort et dynamique dans la région. Dans un paysage en constante mutation, ce Fonds s'est avéré être un instrument efficace pour consolider le développement économique par l'accroissement des capacités et l'amélioration du climat pour les investissements.

L'Espagne entend bien continuer de soutenir le Fonds, qui devrait permettre de relever les défis économiques de nos pays voisins du Sud. Nous sommes certains qu'il jouera encore à l'avenir un rôle primordial en attirant d'autres grands acteurs économiques et financiers dans la région. »

Perspectives de financement du FFF

Contributions des donateurs

Contributions reçues au 31 décembre 2016

Donateur	Total des engagements (milliers d'EUR) 2004-2016	Total des contributions reçues (milliers d'EUR)	dont contributions reçues en 2016 (milliers d'EUR)
Allemagne	2 000	2 000	
Autriche	2 000	2 000	
Belgique	2 500	2 500	
Chypre	1 000	1 000	
Commission européenne	1 000	1 000	
Espagne	10 000	10 000	
Finlande	1 000	1 000	
France	7 000	7 000	
Grèce	3 000	3 000	
Irlande	1 000	1 000	
Italie	2 500	2 500	
Luxembourg	5 400	5 000	400
Malte	1 500	1 500	
Pays-Bas	2 000	2 000	
Portugal	1 000	1 000	
Royaume-Uni	21 615	9 867	
Suède	1 923	1 923	
TOTAL	66 438	54 290	400

Financements de tiers

En outre, le FFF fait fonction d'intermédiaire pour les subventions versées par des tiers à des fins spécifiques, comme le **Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord créé par le Partenariat de Deauville (FT MENA)**, qui soutient des projets régionaux conduits par la BEI[1].

Le FFF a également reçu des contributions de tiers par le biais d'accords de coopération avec :

– l'**Agence internationale pour les énergies renouvelables, Émirats arabes unis (IRENA)** pour cofinancer l'étude « Évaluation du potentiel de production d'énergie renouvelable dans les pays voisins du Sud » ;

– l'**Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Suède (IDEA)** pour soutenir l'étude régionale conjointe « Renforcement des incidences du développement du secteur privé sur la transition démocratique dans les pays voisins du Sud » ;

– l'**Agence allemande de coopération internationale (GIZ)** pour soutenir une étude relative au climat sur les « Mesures d'atténuation appropriées au niveau national dans les pays voisins du Sud ».

Le tableau suivant présente les contributions de tiers reçues par le FFF au 31 décembre 2016 :

Tiers	Engagements en EUR	Montants versés en EUR	Situation actuelle
Fonds de transition pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord créé par le Partenariat de Deauville	20 965 000	16 250 991	En cours
Agence internationale pour les énergies renouvelables, Émirats arabes unis (IRENA)	18 075	18 075	Achevé
Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Suède (IDEA)	75 000	75 000	Achevé
Agence allemande de coopération internationale (GIZ) (MAAN)	100 000	100 000	En cours
TOTAL	21 158 000	16 444 066	

Le Fonds fiduciaire a enregistré des résultats extrêmement positifs en matière de déploiement de capitaux. Les ressources encore disponibles pour de nouvelles opérations sont toutefois en train de s'assécher alors que, parallèlement, les demandes de financement se multiplient et la réserve de projets dépasse déjà les 20 millions d'EUR. La BEI compte sur le soutien constant des donateurs pour pouvoir réaliser les objectifs ambitieux et exigeants qui ont été fixés.

[1] Prière de se reporter au chapitre Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord créé par le Partenariat de Deauville (p.12) pour plus de précisions à ce sujet.

Opérations au titre du FFF en 2016

Opérations approuvées au titre du FFF en 2016

En 2016, l'Assemblée des donateurs du FFF a approuvé cinq nouvelles opérations pour un montant total de **3,9 millions d'EUR** :

- trois opérations d'une valeur de **3,2 millions d'EUR** relevant du champ d'application général du FFF, dont une AT et deux prolongations liées aux programmes de détachements et de stages de la FEMIP ;
- deux opérations approuvées d'une valeur de **730 000 EUR** au titre du seul volet de la CAMENA.

Opérations du FFF approuvées en 2016	EUR
Programme d'assistance technique à l'appui de la Direction générale des ponts et chaussées (DGPC) pour les projets Modernisation routière I – II et Voiries prioritaires V financés par la BEI (Tunisie)	2 100 000
Prolongation du programme de détachements de la FEMIP – (opération régionale)	600 000
Prolongation du programme de stages de la FEMIP – (opération régionale)	480 000
Étude de faisabilité sur l'agrandissement de l'usine de traitement des eaux usées d'Alexandrie Ouest (Égypte) – Volet CAMENA	400 000
Étude de faisabilité sur la modernisation et l'extension des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées de Sidon (Liban) – Volet CAMENA	330 000
TOTAL des opérations du FFF approuvées en 2016	**3 910 000**

Opérations au titre du FFF achevées en 2016

En 2016, trois opérations d'un montant total de 550 000 EUR ont été achevées. Les rapports d'achèvement sont joints à l'annexe 3 du présent rapport :

Opérations au titre du FFF achevées en 2016	EUR
Étude de faisabilité d'une liaison permanente entre l'autoroute A4 et la ville de Bizerte	320 000
Étude de la liaison permanente entre l'autoroute A4 et la ville de Bizerte : supervision indépendante de l'ouvrage principal	80 000
Étude sur le renforcement des incidences du développement du secteur privé sur la transition démocratique dans les pays partenaires méditerranéens	150 000
TOTAL des opérations au titre du FFF achevées en 2016	**550 000**

Volets ciblés du Fonds fiduciaire de la FEMIP

CAMENA – Soutien aux actions en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Réalisations de la CAMENA

- **Sélection des projets**
- **Aide à la préparation et à la mise en œuvre des projets**
- **Renforcement des capacités d'un ensemble d'intermédiaires financiers, d'emprunteurs du secteur public et d'autres parties prenantes afin de garantir une meilleure élaboration des projets liés à l'action en faveur du climat**
- **Activités en amont liées aux services de conseil et aux investissements dans le domaine climatique**

Le portefeuille d'opérations de la CAMENA englobe un grand nombre de pays de la région. En 2016, deux nouvelles opérations ont été approuvées, en Égypte et au Liban, pour l'exécution de deux études de faisabilité, sur l'agrandissement et la modernisation de l'usine de traitement des eaux usées d'Alexandrie Ouest et sur la modernisation et l'extension des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées de Sidon.

Agrandissement et modernisation de l'usine de traitement des eaux usées d'Alexandrie Ouest (Égypte)

Cette opération d'assistance technique de 400 000 EUR est un préalable à l'accroissement des capacités de l'usine de traitement des eaux usées (UTEU) existante d'Alexandrie Ouest et à la modernisation du niveau de traitement. La modernisation du traitement réduira sensiblement les émissions de méthane, l'un des gaz à effet de serre les plus puissants, et diminuera donc l'impact de l'usine sur le changement climatique. Elle fournira en outre une source supplémentaire d'eau, dans un pays où il s'agit d'une denrée rare, par exemple à destination de l'agriculture ou de la sylviculture, atténuant donc l'incidence des changements climatiques dans la région.

Modernisation et extension des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées de Sidon (Liban)

Cette opération d'assistance technique de 330 000 EUR précède une extension et une remise en état du système de drainage des eaux pluviales et de collecte des eaux usées, une augmentation des capacités de l'usine de traitement des eaux usées (UTEU) existante de Sidon et une modernisation du niveau de traitement de l'UTEU. Elle contribuera à l'action en faveur du climat, entre autres, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en étudiant les mesures potentielles pour l'efficacité énergétique et en rehaussant la résilience aux altérations de l'accès à l'eau dues aux changements climatiques.

L'enveloppe de la FEMIP pour l'investissement d'impact

Grâce à l'enveloppe pour l'investissement d'impact, la Banque peut élargir la gamme des instruments disponibles pour le financement d'activités entrepreneuriales et s'intéresser à des projets du secteur privé qu'elle ne serait normalement pas à même de financer, malgré l'impact substantiel qu'ils pourraient avoir sur le développement, en raison de leur profil de risque. L'enveloppe cible les apports de fonds propres, les garanties ou les investissements basés sur l'emprunt qui poursuivent des objectifs spécifiques de développement, d'innovation ou d'ordre social.

Un premier investissement – un prêt subordonné de 1 million d'EUR octroyé à l'**institution de microfinance TAYSIR en Tunisie** – a été approuvé et signé en 2014. Il s'agit, pour la BEI, de sa première opération d'appui à la création d'une nouvelle institution de microfinance (IMF), avec pour objectif social d'influer sur la situation des petits exploitants agricoles, des femmes et des jeunes entrepreneurs.

Taysir :
une nouvelle IMF tunisienne

Objectifs
- Seuil de rentabilité à fin 2018
- 25 000 clients et un portefeuille de 60 millions de TND d'ici fin 2018

État d'avancement
- Projet signé le 3 décembre 2014 (1 million d'EUR)

Taysir au 31 décembre 2016
- 6 succursales ouvertes ; environ 3 000 prêts actifs ; portefeuille de près de 6 millions de TND ; produits innovants

CoopMed :
un instrument de financement innovant pour la Méditerranée

Objectifs
- Portefeuille de 20 millions d'EUR répartis sur 15 investissements dans la région Méditerranée
- Soutien au secteur naissant des coopératives et à l'économie sociale

État d'avancement
- Projet signé le 4 septembre 2015 (2 millions d'EUR)

CoopMed au 31 décembre 2016
- Actionnaires solides et engagés
- Portefeuille engagé : 3,6 millions d'EUR dans quatre pays (dont 2,89 millions d'EUR décaissés principalement au Liban) auprès de cinq clients

Approuvé et signé **en 2015**, le **projet CoopMed** est la deuxième opération d'impact du FFF. Il consiste en la souscription, à concurrence de 2 millions d'EUR, de la tranche mezzanine d'obligations émises par le fonds d'investissement CoopMed, qui soutient l'inclusion financière dans les pays voisins du Sud. CoopMed octroiera des financements à long terme et stables, principalement sous forme de prêts subordonnés, à des institutions de microfinance et à d'autres intermédiaires financiers en vue de renforcer leur structure de financement et de les encourager à développer leurs activités de prêts aux microentreprises, aux coopératives, aux entreprises du secteur de l'économie sociale et aux initiatives économiques conduites par des ONG.

Programmes du Fonds fiduciaire de la FEMIP axés sur le renforcement des capacités

Le programme de stages de la FEMIP est de plus en plus apprécié chaque année parmi les jeunes stagiaires, car il ouvre de nouvelles perspectives et peut donner une impulsion fondamentale à leur carrière.

Programme de stages de la FEMIP

Le programme de stages de la BEI-FEMIP renforce les capacités humaines dans les pays partenaires méditerranéens, en offrant à de jeunes diplômés originaires de ces pays la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle dans un environnement international multiculturel.

Le programme recherche des candidats spécialisés dans un domaine lié aux activités d'une banque internationale de développement, comme l'économie, la finance, l'environnement, l'ingénierie (ports, routes, énergie) ou l'aménagement urbain.

Répartition par direction	
Secrétariat général	16
Direction des opérations	43
Direction des projets	30
Direction des finances	4
Direction de la conformité	5
Direction de la gestion des risques	1
Direction Gestion et restructuration des transactions	4
Institut BEI	2
TOTAL	105

Chaque année, la BEI offre à de jeunes ressortissants de pays voisins du Sud la possibilité d'effectuer un stage de douze mois à son siège à Luxembourg ou dans un de ses bureaux externes. En 2016, la Banque a accueilli **dix nouveaux stagiaires**.

Le programme de stages de la FEMIP joue avec succès le rôle de tremplin pour les jeunes talents méditerranéens en leur permettant de diversifier leurs compétences dans différents domaines, de la finance au droit, en passant par l'analyse stratégique. La Banque accorde au travail de ces stagiaires une valeur particulière, notamment parce que ces jeunes professionnels sont souvent capables d'appliquer directement leur connaissance du bassin méditerranéen aux opérations de la FEMIP.

À l'issue de leur stage, de nombreux stagiaires se sont lancés dans de grandes carrières dans leur propre pays ou dans l'UE, aussi bien dans le secteur privé que public, y compris dans les administrations publiques.

Depuis 2007, la Banque a accueilli au total 105 jeunes professionnels qui ont bénéficié du programme de stages de la FEMIP financé par le Fonds fiduciaire de la FEMIP. Les tableaux ci-après montrent leur répartition :

Répartition par pays d'origine	
Pays FEMIP	Nombre de stagiaires
Algérie	4
Palestine	5
Égypte	13
Israël	1
Jordanie	3
Liban	5
Maroc	32
Syrie	5
Tunisie	12
Turquie	25
TOTAL	105

Témoignages de stagiaires de la FEMIP

« Un stage de la FEMIP à la BEI, c'est une expérience qui change une vie. J'ai eu la chance de m'épanouir dans un environnement dynamique et palpitant et de travailler aux côtés de collègues expérimentés, brillants et partageant la même mentalité. Le programme de stages de la FEMIP m'a apporté une expérience extrêmement valorisante, tant sur le plan professionnel que personnel, en ce qu'il m'a transmis la confiance et les connaissances requises pour poursuivre ma carrière. »

Adnan MANAI, Tunisie
Direction de la conformité
avril 2016 – mai 2017

« La période que j'ai passée comme stagiaire de la FEMIP est l'une des plus belles expériences que j'ai vécues. Travailler à la BEI ne m'a pas seulement fait grandir au niveau professionnel, mais aussi au niveau personnel. Les compétences générales que j'ai acquises m'aideront certainement tout au long de ma carrière. Le fait de côtoyer tant de personnes d'origines différentes a élargi mon horizon. Je serai toujours fière de dire que j'ai participé un jour à ce programme formidable. »

Meriem CHEMSI, Maroc
Département Environnement et développement territorial durable
juin 2016 – juillet 2017

« Un stage de la FEMIP est une occasion de travailler pour une institution de l'Union européenne qui ne se présente qu'une fois dans la vie si on n'est pas un ressortissant européen. La BEI offre un environnement multiculturel dans lequel chacun peut acquérir sa première expérience professionnelle dans son domaine respectif. Étant diplômé en économie et relations internationales, mon affectation au département Stratégie institutionnelle m'a permis de comprendre le monde du financement dans un contexte international, ce dont j'avais grandement besoin. Les connaissances et l'expérience pratique que j'accumule me serviront sans conteste dans mon parcours professionnel et je suis reconnaissant pour cette chance exceptionnelle. »

Bar NADEL, Israël
Département Stratégie institutionnelle
septembre 2016 – août 2017

« Je suis extrêmement reconnaissante de pouvoir participer à ce programme de stages de la FEMIP à la Banque européenne d'investissement. En particulier, travailler dans cette ambiance énergique, active, enthousiaste et internationale était l'une des plus grandes chances dont j'avais toujours rêvé, et c'est toujours vrai à l'heure actuelle. Je suis convaincue que les connaissances, les compétences et les interactions professionnelles auxquelles je suis exposée sont plus que précieuses pour ma progression personnelle et professionnelle et pour l'évolution de ma future carrière. »

Sarra MAATALLAH, Tunisie
Département Innovation et compétitivité
septembre 2016 – août 2017

Programme de détachements de la FEMIP

Afin de renforcer les capacités humaines et les partenariats dans les pays voisins du Sud et de diversifier au maximum l'expertise dont elle peut disposer pour ses propres opérations dans cette région, la BEI accueille du personnel détaché originaire aussi bien des pays voisins du Sud que de l'UE dans le cadre de deux programmes financés par le FFF.

Personnel détaché originaire des pays voisins du Sud

La Banque européenne d'investissement recherche des professionnels qualifiés membres du personnel d'organismes publics ou privés des pays partenaires méditerranéens (PPM) désireux d'œuvrer à l'amélioration du niveau de vie des populations et de contribuer à l'action de leur institution en encourageant le progrès économique et social dans ces pays.

Ce programme annuel a pour objectif d'offrir aux candidats retenus la possibilité, dans un environnement international, de s'épanouir professionnellement ainsi que d'acquérir une expérience globale et une bonne connaissance des diverses activités de la BEI. Il renforce la coopération institutionnelle entre les PPM et la BEI en favorisant les activités communes, tant en amont qu'en rapport direct avec les projets.

Depuis le lancement du programme en 2013, la BEI a accueilli quatre personnes détachées par l'Égypte, la Tunisie et la Palestine auprès de la direction des opérations, en qualité de chargés de mission ou de mandat.

Personnes détachées de l'Union européenne

Afin de renforcer la coopération de la BEI avec les institutions financières de développement et les banques publiques de l'UE, une autre initiative a été mise en place dans le cadre du FFF pour encourager l'échange de personnel entre ces partenaires européens.

En vertu de cette initiative, les personnels détachés originaires de l'UE travaillent au sein de la Banque pendant une période allant jusqu'à trois ans pour soutenir des activités communes, tant en amont que dans le cadre de projets menés dans les pays voisins du Sud. Depuis le lancement du programme en 2013, deux personnes originaires de l'UE ont été détachées dans ce cadre. Elles travaillent toutes deux à la direction des opérations.

Témoignages de personnes détachées de la FEMIP

Ministère du développement, de l'investissement et de la coopération internationale – Tunisie

Avant d'arriver au siège de la BEI à Luxembourg, je travaillais au ministère tunisien du développement, de l'investissement et de la coopération internationale comme cadre responsable des projets de la Commission européenne. Lorsque j'ai été sélectionné pour ce détachement, je ne me rendais pas compte de la chance qui s'offrait à moi. Aujourd'hui, après plus d'un an et demi à la division Fonds fiduciaires et panachage des ressources, au sein de la direction des opérations, je peux dire que ce détachement m'a apporté beaucoup plus que je ne l'espérais, en particulier en matière d'expertise et de renforcement des capacités.

Aymen BEN ALI
Département Gestion des mandats, division Fonds fiduciaires et panachage de ressources

Activités publiques en 2016

Soutenir la Syrie et sa région – Conférence de Londres, 4 février 2016

Organisée par le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Norvège, le Koweït et les Nations unies, cette conférence s'est efforcée de répondre aux besoins à long terme des victimes de la crise en identifiant des moyens de créer des débouchés économiques et des emplois et d'assurer l'éducation.

Avant la conférence, le président Werner Hoyer a déclaré :
« Notre réponse se doit d'être ambitieuse. Elle doit également être le fruit de la concertation de tous les partenaires. La BEI est prête. Ses trois décennies d'expérience lui donnent une position privilégiée pour soutenir les efforts déployés par l'Europe et par la communauté internationale dans son ensemble afin d'apporter une réponse à cette crise urgente et grave. C'est pour cette raison, aujourd'hui, qu'en tant que plus grande institution financière internationale active dans la région, nous avons annoncé notre volonté de travailler en étroite collaboration avec nos partenaires pour accroître davantage nos activités déjà substantielles. À la lumière de l'urgence de la situation et de son importance pour l'Union européenne, la BEI – en tant que banque de l'UE – peut intensifier ses efforts ces cinq prochaines années en Turquie et dans les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, pour autant que les conditions nécessaires soient réunies. »

Et d'ajouter : *« Les pays qui se trouvent en première ligne ont besoin de notre soutien de toute urgence. Nous devons renforcer notre action pour les aider. Il en va de l'intérêt de tous que les familles qui fuient la violence et la persécution ne soient pas repoussées toujours plus loin de chez elles, ou forcées d'entreprendre des périples dangereux pour un avenir incertain. Pour elles, pour nous, pour la stabilité de la région et pour l'Union européenne, la BEI a un rôle majeur à jouer. Si nous obtenons davantage d'aides non remboursables, nous pouvons intensifier l'activité sur notre cœur de métier. Nous pouvons aider à mobiliser des capitaux privés pour le développement économique de la région de différentes façons, par exemple en soutenant des services qui sont aujourd'hui soumis à d'intenses pressions, tels que l'approvisionnement en eau, les services relatifs à l'enseignement et à la santé, et en multipliant les possibilités d'emploi et de création d'entreprises. »*

Signature d'un prêt de 250 millions d'EUR pour l'infrastructure routière et les PME en Tunisie, 23 février 2016

La banque de l'Union européenne a signé des contrats de financement d'un montant total de 250 millions d'EUR (554 millions de TND) pour moderniser l'infrastructure routière et accroître le soutien aux entrepreneurs et aux promoteurs de projets en Tunisie.

« C'est un grand plaisir pour moi de pouvoir vous annoncer aujourd'hui que 250 millions d'EUR – ou 554 millions de TND – ont été débloqués pour moderniser les routes et soutenir les entreprises en Tunisie », a déclaré Román Escolano, vice-président de la BEI. *« Il s'agit d'un prêt essentiel pour la Tunisie et ses citoyens car il est indispensable pour le développement économique, la cohésion sociale et l'emploi. Nous développons et nous modernisons les routes du pays. Nous intensifions notre soutien aux entreprises tunisiennes en injectant pratiquement sur le champ 100 millions d'EUR dans l'économie nationale. Nous facilitons la création d'emplois, spécialement pour les jeunes générations. »*

Signature d'un accord de coopération technique entre le Royaume hachémite de Jordanie, la BEI et l'Agence française de développement, 9 mai 2016

Le 9 mai 2016, le Royaume hachémite de Jordanie, la BEI et l'AFD ont conclu un accord pour progresser dans la mise en œuvre du projet de canal entre la mer Rouge et la mer Morte et ont signé un accord de coopération portant sur des services d'assistance technique et de conseil pour la première phase du même projet.

Cet accord a pour but de définir et de promouvoir la meilleure option pour satisfaire les besoins actuels et futurs en matière d'approvisionnement en eau de la Jordanie, tout en favorisant la croissance économique et l'adaptation aux effets des changements climatiques sur les ressources hydriques. Dans le cadre de cet accord, la BEI, en coopération avec l'AFD, conduira trois études portant sur l'analyse économique et financière ainsi que sur les incidences environnementales et sociales du projet.

Octroi d'un prêt de 19 millions d'EUR pour l'action en faveur du climat en Tunisie, 26 mai 2016

Lors de la visite officielle du vice-président Román Escolano, la Banque européenne d'investissement a signé un contrat de prêt de 19 millions d'EUR (42 millions de dinars tunisiens – TND) avec le Groupe Chimique Tunisien (GCT) afin de réduire l'impact environnemental des activités de production du GCT. Ce prêt s'ajoute à un contrat initial de 55 millions d'EUR signé en 2008 pour le même projet de modernisation environnementale.

« Ce prêt revêt une importance symbolique pour l'action en faveur du climat », a déclaré le vice-président Escolano. *« La réduction des gaz à effet de serre fait partie de nos priorités. C'est pourquoi nous avons mobilisé nos ressources, nos compétences et nos connaissances afin de soutenir ce projet, qui exercera une influence directe sur le développement durable et sur la vie quotidienne des Tunisiens. »*

Réunion de l'Assemblée des donateurs du Fonds fiduciaire de la FEMIP, Luxembourg, 18 juillet 2016

L'Assemblée des donateurs du Fonds fiduciaire de la FEMIP s'est réunie le 18 juillet 2016 au siège de la BEI à Luxembourg. À cette occasion, les informations les plus récentes sur le FFF et les opérations en cours ont été présentées aux donateurs et de nouveaux projets ont été approuvés.

Signature d'un accord portant sur une ligne de crédit de 500 millions d'EUR avec la Banque nationale d'Égypte et visite du vice-président en Égypte, octobre 2016

Cette signature a trait à une ligne de crédit destinée aux PME, l'épine dorsale de l'économie égyptienne, qui vise à soutenir tous les services éligibles de l'économie nationale dans l'industrie et les services. La ligne de crédit fournira un financement à court terme dans une devise forte, donnant ainsi les moyens à l'intermédiaire de satisfaire aux besoins de devises étrangères de ses clients qui doivent financer leur fonds de roulement.

Augmentation du soutien de la BEI aux entreprises marocaines aux côtés de BMCE Bank of Africa, 15 novembre 2016

En marge de la COP22, la Banque européenne d'investissement a signé une ligne de crédit d'un montant de 150 millions d'EUR avec BMCE Bank of Africa. L'objectif est de renforcer le soutien aux PME pour le financement de projets dans les secteurs de l'industrie et des services.

« C'est un financement important pour l'économie marocaine », a souligné Marion Hoenicke, chef de division à la BEI pour les opérations de prêts aux PME dans les pays voisins, lors de la cérémonie de signature. *« Les entreprises sont un vecteur de croissance et d'emploi, c'est pourquoi il est de notre responsabilité de créer des conditions optimales de financement et d'accès au crédit. En travaillant aux côtés de BMCE Bank of Africa, nous contribuons au dynamisme et à la compétitivité de l'économie marocaine. »*

Participation de la BEI à la conférence pour l'investissement Tunisia 2020, 29 novembre 2016

Lors de Tunisia 2020, une conférence internationale d'appui au développement économique, social et durable de la Tunisie, Werner Hoyer, président de la BEI, a annoncé que la Tunisie allait bénéficier d'un soutien pouvant atteindre 2,5 milliards d'EUR d'ici 2020 afin de soutenir une croissance inclusive et durable, principale source d'emploi pour les jeunes générations.

« C'est une mesure exceptionnelle », a souligné le président Werner Hoyer. *« Face aux défis auxquels est actuellement confrontée la Tunisie, il est de notre responsabilité d'agir vite et de manière forte pour redonner confiance aux investisseurs privés et publics. C'est pourquoi nous avons décidé de renforcer considérablement notre activité en Tunisie dès maintenant et jusqu'en 2020 avec un investissement global de 2,5 milliards d'EUR pour soutenir les secteurs privé et public dans les domaines clés de l'économie tunisienne comme l'entreprenariat privé, les infrastructures durables, le logement social, l'énergie, l'éducation et la formation des jeunes, mais également les investissements directs étrangers et l'innovation. En agissant ainsi, nous donnons un nouvel élan à l'investissement et à la création d'emplois et nous offrons de nouvelles perspectives d'avenir à la jeunesse tunisienne. »*

Perspectives

Objectifs de la BEI en matière de prêts

Dans le contexte de la crise migratoire, le Conseil européen a appelé la BEI à intensifier son soutien au voisinage de l'Union européenne, aussi bien dans les pays voisins du Sud que dans les Balkans occidentaux. Cette crise a en effet exacerbé les difficultés de développement et mis à rude épreuve la résilience économique dans ces régions. Parmi les pays affectés, beaucoup sont confrontés à un environnement financier dans lequel ils déplorent de fortes limitations des capacités d'emprunt et d'importantes entraves au soutien d'investissements productifs par le secteur privé. Les investissements qui doivent absolument être effectués dans les secteurs sociaux n'engendrent bien souvent qu'un rendement insuffisant malgré leurs retombées socio-économiques considérables. Face à l'ampleur de ces défis, la Banque a décidé de répondre à l'appel du Conseil en lançant l'initiative Résilience économique (IRE), qui marque un tournant dans l'aide de la BEI aux pays du voisinage.

Dans les pays voisins du Sud, l'IRE est synonyme d'une hausse de 60 % du volume total des prêts prévus, de 7,5 à 12 milliards d'EUR, sur la période 2016-2020. La Banque escompte donc consolider davantage encore sa position de bailleur de fonds à grande échelle dans la région, en mettant l'accent sur le financement d'infrastructures et l'augmentation du soutien au secteur privé tout en insistant sur plusieurs priorités intersectorielles, comme l'adaptation aux effets des changements climatiques et leur atténuation, l'aide à l'intégration régionale et le nouvel objectif de prêt de la résilience économique.

La mise en œuvre de l'IRE dans son ensemble ne devrait pas seulement aboutir à un accroissement du volume total de prêt de la BEI, mais pourrait également renforcer le caractère concessionnel de certaines opérations envisagées et permettre à la Banque d'affiner ses instruments financiers afin de mieux répondre aux besoins locaux. Dans cet environnement complexe, considérant en outre le changement en profondeur opéré dans les activités de la BEI, la nécessité d'une assistance technique (AT) à l'appui des projets financés par la Banque dans les pays voisins du Sud est vouée à s'accroître sensiblement.

Objectifs du FFF

En 2016, le Fonds fiduciaire de la FEMIP a continué de soutenir la qualité et la durabilité des investissements de la BEI dans les pays du partenariat méditerranéen. Une demande accrue d'aides non remboursables est attendue en 2017 et au-delà pour contribuer aux besoins d'investissements qui devraient se manifester dans la région en rapport avec la nouvelle IRE décrite plus haut. Dès lors que la réserve de projets gonfle, en effet, la demande de ressources du FFF s'accroît et la Banque a alloué à la fin de 2016 la quasi-totalité des ressources disponibles dans ce Fonds. La Banque doit désormais récolter quelque 20 millions d'EUR pour satisfaire aux besoins des projets de la période 2017-2020.

Il est prévu que le FFF continue de fournir une assistance technique (AT) ciblée avec précision pour identifier, préparer et réaliser les projets qui bénéficieront de prêts de la BEI et pour faciliter la réalisation des objectifs ambitieux à la fois du mandat de prêt extérieur (MPE) et de l'IRE.

Eu égard au peu de ressources disponibles, les efforts seront maintenus pour assurer le plus grand soin dans la programmation et la hiérarchisation des interventions d'AT du FFF, en concentrant le soutien là où ce Fonds peut apporter une valeur ajoutée maximale :

- dans la conception des projets, le contrôle et la surveillance de la qualité et les conseils techniques dans le secteur des infrastructures, un objectif spécifique résidant dans l'efficacité et la sécurité énergétiques, l'environnement et l'action en faveur du climat (35 % dans les pays en développement) ;

- dans l'apport de nouvelles connaissances aux pays lorsqu'ils auront signé des accords d'association (AA) et des accords de libre-échange (ALE) approfondi et complet avec l'UE et dans la facilitation de la transition vers une structure des échanges davantage tournée vers l'UE, le rapprochement des législations et la convergence vers les normes et principes de l'UE ;

- dans les projets susceptibles d'instiller une efficience et de rejaillir sur l'économie et dans la promotion de l'égalité entre les sexes, de l'inclusion économique et du bien-être social par le biais d'investissements.

Enfin, comme cela a déjà été évoqué, une plateforme de partenariat pour les fonds (PPF), qui est une plateforme commune à plusieurs régions, plusieurs contributeurs et plusieurs secteurs gérée par la BEI, a été créée sous les auspices de la Banque en 2016 afin d'accroître son efficacité opérationnelle en rationalisant et en uniformisant ses activités dans la plus large mesure possible.

Des discussions sont en cours sur la réorganisation du FFF à l'intérieur de cette plateforme. Des efforts seront faits pour une meilleure complémentarité du FFF avec d'autres sources de financement, et spécialement l'IRE.

Une proposition concrète sera soumise à l'avis des contributeurs en 2017.

Annexes statutaires relatives au FFF

Annexe 1 – Opérations du FFF approuvées au 31 décembre 2016

Au 31 décembre 2016, **70 opérations** étaient en préparation, en cours ou achevées :

- 47 opérations achevées pour un budget total approuvé de 17 842 690 EUR,
- 20 opérations en cours pour un budget total approuvé de 22 165 000 EUR,
- 3 opérations en préparation pour un budget total approuvé de 2 980 000 EUR.

N°	Pays	Titre	Secteur	Budget approuvé en EUR	Montant signé en EUR	Montant décaissé en EUR	Pourcentage décaissé	Type d'assistance
Opérations achevées				17 842 690	16 332 200	16 170 863	99 %	
1	Opération régionale	Amélioration de l'efficacité des envois de fonds des travailleurs émigrés	Finances	198 000	197 850	197 850	100 %	Étude
2	Opération régionale	Programmes d'appui au secteur financier – METAC I et II – 1re phase	Finances	500 000	500 000	500 000	100 %	AT
		2e phase		500 000	500 000	500 000	100 %	
3	Algérie	Examen de l'accès des petites entreprises à des formes viables de financement extérieur	Finances	195 000	195 000	195 000	100 %	Étude
4	Maroc	Étude sur les moyens de promouvoir l'épargne privée à long terme	Finances	180 000	183 418	179 740	98 %	Étude
5	Opération régionale	Besoins logistiques dans les pays partenaires méditerranéens : potentiel de mise en place d'un réseau de plateformes logistiques	Transports	597 390	597 385	597 385	100 %	Étude
6	Opération régionale	Mécanisme pour un développement propre (MDP) – sélection des projets dans les pays bénéficiaires de la FEMIP	Énergie	195 000	195 000	172 560	88 %	Étude
7	Opération régionale	Mécanisme financier à l'appui du développement de projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique	Énergie	189 000	189 054	189 054	100 %	Étude
8	Opération régionale	Analyse des stratégies et des politiques de tourisme dans les pays bénéficiaires de la FEMIP	PME	200 000	200 000	198 660	99 %	Étude
9	Opération régionale	Programme d'études associé au Plan bleu	Environnement et changements climatiques	180 000	180 000	180 000	100 %	Étude
10	Opération régionale	Examen de l'offre de services existante en matière de financement des échanges commerciaux euro-méditerranéens	Finances	80 000	80 000	80 000	100 %	Étude
11	Opération régionale	Potentiel de production de biocarburant dans les pays bénéficiaires de la FEMIP	Énergie	200 000	199 000	173 530	87 %	Étude
12	Opération régionale	Examen de l'impact économique et social de la microfinance	Finances	70 000	70 000	70 000	100 %	Étude
13	Tunisie	AT relative au fonds d'amorçage tunisien	Finances	125 000	125 000	125 000	100 %	AT
14	Opération régionale	Stratégies pour la revitalisation des médinas en Méditerranée	Aménagement urbain	185 000	160 950	160 950	100 %	Étude
15	Maroc	Gestion et exploitation sur le mode du secteur privé des systèmes publics d'irrigation dans les pays bénéficiaires de la FEMIP : mise au point d'un modèle expérimental au Maroc	Environnement et eau	1 000 000	581 359	581 359	100 %	AT
16	Opération régionale	Identification et suppression des obstacles à une utilisation accrue des eaux usées dans l'agriculture	Environnement et eau	200 000	199 999	199 999	100 %	Étude
17	Tunisie	AT à l'Union tunisienne de banques pour l'adaptation de produits financiers aux envois de fonds des travailleurs émigrés	Finances	489 500	489 500	489 500	100 %	AT
18	Opération régionale	Initiative méditerranéenne de développement des entreprises	PME	200 000	198 980	198 450	100 %	Étude
19	Jordanie	Plan directeur pour les autoroutes	Transports	2 093 300	2 093 300	2 093 300	100 %	AT
20	Opération régionale	Programme d'études associé au Plan bleu II	Énergie et tourisme	850 000	850 000	850 000	100 %	AT
21	Tunisie	Assistance technique Investisseurs providentiels	PME	160 000	159 654	153 861	96 %	AT

N°	Pays	Titre	Secteur	Budget approuvé en EUR	Montant signé en EUR	Montant décaissé en EUR	Pourcentage décaissé	Type d'assistance
22	Opération régionale	Plan solaire méditerranéen	Énergie	350 000	189 163	186 850	99 %	Étude
23	Maroc	Réseau d'incubateurs (RMIE)	PME	300 000	284 724	279 000	98 %	AT
24	Maroc	Opération de rénovation urbaine dans la médina de Meknès	Aménagement urbain	400 000	395 000	395 000	100 %	Étude
25	Palestine	Assistance technique à l'incubateur palestinien d'entreprises de TIC	RDI	194 600	194 600	194 600	100 %	AT
26	Opération régionale	Accès au haut débit dans les pays de la FEMIP	RDI	500 000	499 000	493 000	99 %	Étude
27	Opération régionale	Autoroutes maritimes	Transports	500 000	157 500	157 500	100 %	Étude
28	Opération régionale	Programme d'investissement « Médinas 2030 »	Aménagement urbain	400 000	480 000	480 000	100 %	AT
29	Tunisie	Défis liés à la compétitivité et à l'emploi en Tunisie	Opération plurisectorielle	185 000	177 228	177 228	100 %	AT
30	Opération régionale	Mobilisation du potentiel de fonds d'investissement souverains de pays du Golfe pour les pays partenaires méditerranéens	Finances	190 000	190 000	190 000	100 %	Étude
31	Opération régionale	Les services financiers mobiles dans les pays partenaires méditerranéens	Finances	160 000	159 000	159 000	100 %	Étude
32	Égypte	Étude de préparation et de réalisation des projets dans le cadre du programme de développement local intégré et durable (ISCDP)	Aménagement urbain	199 900	138 000	138 000	100 %	Étude
33	Opération régionale	Étude de sélection de projets dans le cadre de l'initiative de financement des projets urbains dans le bassin méditerranéen	Aménagement urbain	250 000	250 000	250 000	100 %	Étude
34	Tunisie	Fonds de capital d'amorçage	Finances	2 000 000	1 775 000	1 775 000	100 %	Capital-risque
35	Opération régionale	Cadres juridiques des PPP dans les pays de la FEMIP	Opération plurisectorielle	750 000	675 000	675 000	100 %	Étude
		Services du FTFO-EPEC (2011) pour les PPP dans les PPM		80 000	80 000	80 000	100 %	
36	Opération régionale	Programme de préparation de projets liés à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables en milieu urbain dans les pays partenaires méditerranéens	Énergie	200 000	167 265	167 265	100 %	AT
37	Opération régionale	Le potentiel de la mésofinance dans la création d'emplois dans les pays partenaires méditerranéens	Finances	199 000	189 000	189 000	100 %	Étude
38	Opération régionale	Étude sur la facilitation de l'accès des PME aux marchés de capital de croissance via des bourses dédiées aux PME (initiative SMEx)	Finances et MPME	25 000	25 000	25 000	100 %	Étude
39	Opération régionale	Soutien à la diffusion des activités financées par le Fonds fiduciaire de la FEMIP dans la région	Opération plurisectorielle	35 000	35 000	35 000	100 %	Étude
40	Opération régionale	Soutien aux préparatifs du démarrage du Centre euro-méditerranéen des MPME (EMDC)	Finances et MPME	250 000	250 000	236 780	95 %	AT
41	Opération régionale	Accord de coopération entre la BEI et le FEMISE	Opération plurisectorielle	400 000	400 000	400 000	100 %	Études
42	Opération régionale	Évaluation du potentiel de production d'énergie renouvelable dans les pays partenaires méditerranéens	Énergie	71 000	52 925	52 925	100 %	Étude
				19 000	18 075	18 075	100 %	
43	Opération régionale	Étude de faisabilité sur la diaspora et le Programme d'aide à la création d'entreprises innovantes en Méditerranée (PACEIM)	Capital humain	37 000	36 400	36 400	100 %	Étude préalable
44	Opération régionale	Étude sur l'incidence en matière d'emploi des investissements de la Banque européenne d'investissement (BEI) à l'appui des infrastructures dans les pays partenaires méditerranéens (PPM)	Opération plurisectorielle	245 000	245 000	231 170	94 %	Étude
45	Opération régionale	Étude sur le renforcement des incidences du développement du secteur privé sur la transition démocratique dans les pays partenaires méditerranéens	PME	150 000	148 872	148 872	100 %	Étude
46	Opération régionale	Réseau de plateformes logistiques euro-méditerranéennes LOGISMED : Lot 2.A (Tunisie)	Transports	1 000 000	237 500	237 500	100 %	Étude de faisabilité
		Lot 2 B (Maroc)			237 500	237 500	100 %	
47	Opération régionale	« Space for Med » en coopération avec l'Agence spatiale européenne (ESA)	Opération plurisectorielle	500 000	500 000	439 000	88 %	AT
Opérations engagées (partiellement décaissées)				22 165 000	20 752 772	10 033 414	48 %	
48	Jordanie	Assistance technique à l'appui du développement de la région logistique euro-méditerranéenne d'Amman (Madounah) au Royaume hachémite de Jordanie	Transports	250 000	230 000	138 000	60 %	AT
49	Opération régionale	Guichet de diffusion des études du FFF	Opération plurisectorielle	450 000	450 000	330 155	73 %	Séminaires
50	Opération régionale	Centre multipartenaire de formation et de mise en réseau (contribution au Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (MCMI))	Opération plurisectorielle	500 000	500 000	468 429	70 %	AT

N°	Pays	Titre	Secteur	Budget approuvé en EUR	Montant signé en EUR	Montant décaissé en EUR	Pourcentage décaissé	Type d'assistance
51	Palestine	Middle East Venture Capital Fund	RDI	5 000 000	5 000 000	2 280 351	46 %	Capital-risque (prêt à l'investissement)
52	Opération régionale	Programme de stages de la FEMIP	Capital humain	1 990 000	1 990 000	1 229 000	62 %	Renforcement des capacités
53	Opération régionale	Programme d'action pour les PPP dans le cadre de la FEMIP : Action I (a)	Opération plurisectorielle	1 700 000	400 000	400 000	100 %	AT
		Action I (b)			425 000	275 000	65 %	
		Action II			760 000	219 358	29 %	
		Action III			35 000	35 000	100 %	
54	Tunisie	Renforcement des capacités dans le secteur tunisien de la microfinance (MicroMED)	Finances	2 800 000	2 800 000	1 278 944	46 %	AT
55	Opération régionale	Programme de détachements de la FEMIP (Phases I+II)	Capital humain	1 100 000	1 100 000	251 380	50 %	Renforcement des capacités
56	Tunisie	Renforcement de la réglementation et des compétences institutionnelles relatives au capital-investissement en Tunisie	Finances	175 000	100 000		0 %	AT
57	Opération régionale	Renforcement de la coopération avec les agences bilatérales européennes et les banques publiques dans le cadre des initiatives conjointes dans les pays partenaires méditerranéens : (1) Élaboration d'études conjointes et opérations d'assistance technique	Opération plurisectorielle	300 000	40 000		0 %	Étude
		(2) Soutien aux activités conjointes de renforcement des capacités dans la région			40 000		0 %	
		(3) Détachements ciblés			180 000	120 000	67 %	
		(4) Conception et mise en œuvre d'événements de diffusion conjoints			40 000		0 %	
58	Tunisie	Taysir – Prêt subordonné à une nouvelle IMF tunisienne (au titre de l'enveloppe pour l'investissement d'impact)	Finances et secteur privé	1 000 000	1 000 000	1 000 000	100 %	Capital-risque (prêt à l'investissement)
59	Opération régionale	Services de conseils techniques à l'appui des accélérateurs d'entreprises dans la région de la FEMIP	Finances et MPME	1 200 000	1 188 000	783 915	65 %	AT (PP – préparation de projets)
60	Opération régionale	COOPMED – Participation dans un fonds de dette soutenant la microfinance et l'économie sociale dans le bassin méditerranéen	Finances et MPME	2 000 000	2 000 000		0 %	Capital-risque (prêt à l'investissement)
61	Opération régionale	Accroître les incidences du Programme de conseil pour le secteur des transports dans les pays voisins du Sud (« SNAP-T »)	Transports	2 000 000				AT (PP – préparation de projets)
		Étude de faisabilité d'une liaison permanente entre l'autoroute A4 et la ville de Bizerte			320.000	320.000	100 %	
		Étude de la liaison permanente entre l'autoroute A4 et la ville de Bizerte : supervision indépendante de l'ouvrage principal			75 000	75 000	100 %	
		Assistance technique pour l'extension et l'amélioration fonctionnelle de l'aéroport international de Tunis Carthage (AITC)			265 700	74 800	28 %	
62	Palestine	Préparation des installations de la centrale électrique associée à la principale usine de dessalement de Gaza (mise en œuvre du projet d'approvisionnement en eau de Gaza et de dessalement de l'eau de mer (phase A) (prolongation du contrat de service TA2012033 PS F10)	Énergies renouvelables (action en faveur du climat)	600 000	595 760	417 032	70 %	AT (PP – préparation de projets)
63	Liban	AT à l'appui du projet relatif à l'eau et à l'assainissement dans le sud du Liban (prolongation du contrat TA2010047 LB F10)	Eau (action en faveur du climat)	150 000	150 000	42 894	29 %	AT (Réalisation du projet)
64	Opération régionale	Mesures d'atténuation appropriées au niveau national dans les pays voisins du Sud – étude MAAN	Environnement (action en faveur du climat)	200 000	288 562	144 281	50 %	AT
65	Égypte	Étude de faisabilité sur l'agrandissement de l'usine de traitement des eaux usées d'Alexandrie Ouest	Eaux usées	400 000	299 750	149 875	50 %	Étude de faisabilité
66	Égypte	Assistance au recrutement d'un consultant sur la réalisation du projet (CRP) pour l'agrandissement et la modernisation de l'usine de traitement des eaux usées d'Alexandrie Ouest			50 000			AT
67	Opération régionale	Renforcement de l'impact du mécanisme d'appui à la préparation de projets en PPP (initiative MED 5P)	Opération plurisectorielle	350 000			0 %	AT (Réalisation du projet)
Opérations engagées (non encore signées)				2 000 000				
68	Maroc	Étude de faisabilité de la nouvelle liaison ferroviaire à haute performance entre Melloussa et Tétouan, incluant les impacts environnementaux et sociaux	Transports durables	550 000			0 %	AT (PP – préparation de projets)
69	Tunisie	Programme d'assistance technique à l'appui de la DGPC (Direction générale des ponts et chaussées) pour les projets Modernisation routière I – II et Voiries prioritaires V financés par la BEI	Transports	2 100 000			0 %	Réalisation du projet
70	Liban	Étude de faisabilité sur la modernisation et l'extension des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées de Sidon	Eau / Eaux usées	330 000				AT (PP – préparation de projets)

Annexe 2 – Opérations approuvées en 2016

Étude de faisabilité sur l'agrandissement et la modernisation de l'usine de traitement des eaux usées d'Alexandrie Ouest – (Égypte), 0,4 million d'EUR

Pays : Égypte
Bénéficiaire : Alexandria Sanitary Drainage Company (ASDCO)
Secteur : eaux usées

Contexte

L'Égypte est un pays aride d'une superficie d'environ un million de km², mais sa population, la plus nombreuse parmi les pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, n'occupe que 5,5 % de ce territoire. Les ressources d'eau douce du pays se résument principalement au Nil, à l'eau souterraine issue de couches aquifères renouvelables et non renouvelables, à de faibles pluies le long de la côte nord et à des crues éclair dans la péninsule du Sinaï. Le volume des précipitations, qui n'ont lieu qu'en hiver, est extrêmement limité.

Les infrastructures et les services sont moins développés pour l'assainissement que pour l'approvisionnement en eau. La faible couverture en services d'assainissement, cumulée à un traitement déficient des eaux usées, entraîne de graves problèmes de pollution de l'eau, une propagation de maladies d'origine hydrique et une dégradation de l'environnement. La quantité d'eaux usées brutes qui sont déversées directement dans les cours d'eau augmente d'année en année à la suite de l'accroissement démographique et de l'installation rapide de réseaux de distribution d'eau dans de nombreux villages sans qu'un système d'égouts ne soit construit au même rythme. Toutefois, l'accès à de meilleurs services reste inégal et de profondes disparités géographiques et socio-économiques persistent, affectant les conditions de vie et la santé de millions d'Égyptiens, dont un grand nombre d'enfants exposés à des conditions environnementales insalubres.

Objectifs

Le projet d'agrandissement et de modernisation de l'usine de traitement des eaux usées (UTEU) d'Alexandrie Ouest vise à augmenter les capacités de cette usine et à rehausser le niveau du traitement qui y est pratiqué. Un traitement plus performant devrait améliorer les services sanitaires et environnementaux actuels dans la ville d'Alexandrie et la zone avoisinante du lac Mariout, de façon à juguler la propagation de maladies hydriques et à embellir la situation économique de la région, deux éléments qui revêtent la plus haute importance pour la poursuite d'un développement durable dans le pays. Le projet devrait en outre fournir une source d'eau constante supplémentaire, qui pourra être utilisée dans l'agriculture et la sylviculture et alléger ainsi les pressions sur les ressources en eau déjà rares. L'électricité qui doit être produite à partir des boues d'égout devrait par ailleurs réduire l'empreinte environnementale de l'UTEU.

Le projet dont cette assistance technique (AT) fait partie a pour objectif ultime de contribuer à une gestion efficace et durable des ressources en eau en Égypte et aux efforts déployés par l'Égypte pour la protection du climat. Il favorisera l'élimination ou l'utilisation des effluents et des boues d'égout dans le respect de l'environnement et le traitement des boues d'égout selon un processus optimal du point de vue énergétique et dans le respect de l'environnement.

À l'échelle régionale, ce projet participera à la dépollution du lac Mariout et de la mer Méditerranée et procurera une source d'eau supplémentaire, améliorant ainsi le paysage économique pour la pêche, l'agriculture, la sylviculture et le tourisme dans la région. Il améliorera également la santé et le milieu environnemental des habitants du gouvernorat d'Alexandrie.

Description de l'opération

L'étude de faisabilité examinera spécialement les aspects de l'agrandissement et de la modernisation de l'UTEU d'Alexandrie Ouest qui ont trait au climat. La digestion anaérobie des boues d'égout n'est pas encore une technique courante en Égypte et il faudra par conséquent une préparation soigneuse du projet et une formation à l'exploitation des nouveaux investissements.

Le projet d'AT se penchera sur la nécessité et sur la faisabilité technique, économique, financière, sociale et environnementale des mesures suivantes :

- remise en état des installations existantes de l'usine selon les besoins ;
- augmentation des capacités dans la conception de l'UTEU ;
- passage du traitement primaire actuel des eaux usées à un traitement secondaire, voire tertiaire des eaux usées ;
- passage du traitement actuel des boues d'égout par assèchement à une digestion de ces boues avec une production d'énergie.

Programme d'assistance technique à l'appui de la DGPC (Direction générale des ponts et chaussées) pour les projets Modernisation routière I – II et Voiries prioritaires V financés par la BEI (Tunisie), 2,1 millions d'EUR

Pays : Tunisie
Bénéficiaire : Direction générale des ponts et chaussées (DGPC) au sein du ministère de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire (MEHAT)
Secteur : transports

Contexte

Le réseau routier tunisien compte 19 455 km de routes, dont quelque 79 % sont bitumées. On compte 3 938 km de routes nationales (RN), 26 % de routes régionales (RR) et 2 453 km de routes locales (RL). Enfin, il est complété par quelque 50 000 km de pistes rurales et 14 000 km de routes municipales.

En Tunisie, les investissements dans l'infrastructure routière sont programmés sur la base de plans quinquennaux de développement économique et social. La plupart des travaux relevant des projets sous-jacents à la présente AT étaient planifiés dans les plans 2011-2015 et 2016-2020.

Les projets liés à l'opération d'AT comprennent des travaux routiers prévus au titre des chapitres Voiries du Grand Tunis (VGT), Voiries structurantes (VS) et, dans une moindre mesure, Développement du réseau régional classé.

Description de l'opération

L'AT approuvée porte sur le soutien à l'unité de réalisation du projet (URP) chargée de trois projets routiers à plusieurs composantes financés par la BEI. Le promoteur est dans chaque cas la Direction générale des ponts et chaussées (DGPC) au sein du ministère de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire (MEHAT). L'opération d'AT fournira un soutien à la mise en œuvre du dernier projet en date de la BEI, Modernisation routière II (MR II), et aux derniers stades de la mise en œuvre des projets Modernisation routière I (MR I) et Voiries prioritaires V (VP V) financés précédemment.

Le projet MR II porte sur des travaux de construction nouvelle, de rénovation et de mise à niveau technique relatifs à divers tronçons du réseau routier national tunisien. Six composantes du projet ont été dans un premier temps identifiées comme étant susceptibles de bénéficier d'un financement de la BEI au titre de ce prêt-cadre. Deux sont situées dans l'agglomération de Tunis (Voiries Grand Tunis) et quatre à proximité des villes de Hammamet, Sfax et Zarzis (Voiries structurantes).

Résultats attendus

L'objectif général de l'assistance technique consiste à apporter un soutien ciblé à l'URP au sein de la DGPC afin de permettre que les trois projets routiers à composantes multiples financés par la BEI soient réalisés et achevés avec succès aux différents stades de leur mise en œuvre. L'opération mettra l'accent sur les tronçons routiers manquants au titre du plan-cadre Schéma directeur de la voirie du Grand Tunis, mais aussi au titre du plan Voiries structurantes pour quelques-unes des plus grandes villes du pays.

L'opération d'AT visera également à renforcer les capacités nationales de gestion de projets d'infrastructures routières grâce à un transfert des connaissances entre les consultants internationaux recrutés pour l'occasion et le personnel permanent compétent de la DGPC. Elle contribuera ensuite à la réfection et à l'extension de l'infrastructure routière aux fins du développement économique de la Tunisie en favorisant les échanges de marchandises et les déplacements de personnes à l'intérieur des principaux centres urbains du pays et entre ces derniers.

Enfin, l'opération d'AT contribuera à la mise en œuvre fructueuse d'investissements dans les projets sous-jacents estimés à plus de 800 millions d'EUR et facilitera les futurs décaissements de la BEI (environ 250 millions d'EUR).

Étude de faisabilité sur la modernisation et l'extension des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées de Sidon – (Liban), 0,33 million d'EUR

Pays : Liban
Bénéficiaire : South Lebanon Water Establishment (SLWE)
Secteur : eaux usées

Contexte

Avant la crise syrienne, le Liban affichait un taux de raccordement à l'eau des ménages (79 %) légèrement supérieur à la moyenne (75 %) de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Les indicateurs de performance du secteur de l'eau montraient un taux de raccordement à l'eau des ménages de 86 % en moyenne pour l'administration régionale

de l'eau du sud du Liban, c'est-à-dire les gouvernorats du sud du Liban et de Nabatiyeh. Ce taux est toutefois plus élevé dans les zones urbaines, comme à Sidon. De plus, alors même que 60 % de la population libanaise étaient raccordés à un réseau de collecte des eaux usées, 8 % seulement des eaux usées étaient traitées en 2010 (moyenne dans la région MENA : 32 %).

Description de l'opération

L'assistance technique financera une étude de faisabilité sur l'extension et la remise en état du système de drainage des eaux pluviales et de collecte des eaux usées, une augmentation des capacités de l'usine de traitement des eaux usées (UTEU) existante de Sidon et une modernisation du niveau de traitement de l'UTEU. L'étude se penchera sur la nécessité et sur la faisabilité technique, économique, financière, sociale et environnementale de différentes mesures dans le but de préparer un projet d'investissement visant à agrandir l'UTEU existante.

Résultats attendus

L'extension du réseau garantira que la population de Sidon, qui s'accroît en partie à cause de l'afflux de réfugiés, dispose de services d'assainissement corrects. Elle améliorera ainsi la situation environnementale et sanitaire des habitants de la région, en particulier pour les personnes résidant dans les régions plus rurales, qui sont les moins reliées à un réseau d'égouts.

La diminution des rejets d'eaux usées non traitées est fondamentale pour améliorer le bilan environnemental de la mer Méditerranée. L'accroissement du taux de raccordement, en conjonction avec un meilleur niveau de traitement, pourrait fournir une source supplémentaire d'eau pour l'agriculture ou la sylviculture dans un pays où la saison sèche est longue et, partant, renforcer la résilience à l'impact attendu des changements climatiques.

L'étude prodiguera en outre des conseils sur les éventuelles questions sociales et de gouvernance qui doivent être réglées afin d'assurer la durabilité du projet. Elle examinera également la dimension du genre et formulera des recommandations pour l'intégration de cette dimension au stade de la réalisation du projet. De plus, elle élaborera une stratégie de mise en œuvre pour le promoteur et le bénéficiaire et elle leur fournira les documents élémentaires pour le recrutement d'un consultant chargé d'apporter son aide aux premières étapes après qu'un accord de financement aura été signé.

L'objectif de l'opération consiste à parvenir à un projet d'investissement durable, qui gère l'évacuation des eaux pluviales, collecte les eaux usées et exécute le traitement des eaux usées de la zone de captage de façon à obtenir la qualité requise d'effluents, ce qui aura pour effet, à terme, de réduire les déversements de pollution dans la mer Méditerranée dans le droit fil des objectifs de la stratégie Horizon 2020. Cette opération permettra également de choisir la solution optimale en ce qui concerne l'adaptation aux effets des changements climatiques et leur atténuation.

Lorsque l'étude de faisabilité aura livré ses conclusions, amenant le projet d'investissement à un stade où le montant et l'impact précis des investissements sont connus, il est prévu que l'État libanais organise une opération de prêt afin de financer le coût de ces investissements, qui est estimé à 60 millions d'EUR.

Renforcement des capacités dans les pays partenaires méditerranéens : programme de stages de la FEMIP (Phase IV) – (Opération régionale), 0,48 million d'EUR

Pays :	pays de la FEMIP (Algérie, Égypte, Palestine, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie et Tunisie)
Bénéficiaires :	pays partenaires méditerranéens
Secteur :	renforcement des capacités

Contexte

Depuis 2006, le Fonds fiduciaire de la FEMIP a alloué 1 510 000 EUR pour le lancement et le maintien du programme de stages de la FEMIP (quatre prolongations). Il a mené avec fruit dix campagnes, permettant à 95 stagiaires originaires de pays partenaires méditerranéens (PPM) d'acquérir une expérience professionnelle à la BEI.

Au fil des années, ce programme n'a cessé de gagner en popularité parmi les PPM et au sein de la Banque et la demande de stagiaires s'est accrue. Depuis son lancement, le programme a suscité 1 683 candidatures, soit une moyenne de 71 postulants par poste à pourvoir. Ces chiffres illustrent l'intérêt extrêmement vif des jeunes pour ce programme.

Description du projet

Comme par le passé, aucun quota fondé sur l'origine géographique ou le sexe n'est imposé et les candidats sont exclusivement sélectionnés sur la base de leurs qualifications, en comparant leur profil aux places de stage disponibles. Tous les candidats qui souhaitent participer au programme doivent remplir certains critères concernant, entre autres, la nationalité, les compétences linguistiques et l'expérience.

Des informations sur le programme seront diffusées non seulement sur le site web de la BEI, mais aussi par le biais des universités et institutions locales, afin d'attirer les candidats les plus qualifiés.

Résultats attendus

En créant ce programme, la Banque et les donateurs du FFF cherchaient à contribuer au renforcement des capacités en offrant une occasion unique aux diplômés de tous les pays de la FEMIP (Algérie, Égypte, Palestine, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie et Tunisie). Le programme, quoique modeste, est bien visible en ce qu'il permet de stimuler le développement des qualifications professionnelles et de l'expérience internationale dans les pays méditerranéens.

Le programme continuera de fournir aux candidats retenus une expérience interne à la BEI et une formation dans un environnement international et permettra dans le même temps à la BEI de profiter de leurs connaissances, de leurs compétences et de leur diversité culturelle. Comme l'ont montré les campagnes précédentes, le programme a réussi à renforcer les compétences des participants dans différents domaines – de la finance au droit en passant par l'analyse stratégique – et à enrichir leur expertise professionnelle dans un environnement de travail international et multiculturel. De nombreux stagiaires ont par la suite embrassé de brillantes carrières dans leur pays ou dans l'UE, aussi bien dans le secteur privé que public. D'autres ont poursuivi leurs études pour décrocher un mastère ou un doctorat.

Renforcement des capacités dans les pays partenaires méditerranéens : programme de détachements de la BEI-FEMIP (Phase II) – (Opération régionale), 0,6 million d'EUR

Pays : pays de la FEMIP (Algérie, Égypte, Palestine, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie et Tunisie)
Bénéficiaires : pays partenaires méditerranéens
Secteur : renforcement des capacités

Contexte

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP offre de nouvelles possibilités à la BEI de contribuer au renforcement des capacités dans les pays partenaires méditerranéens (PPM). Dans le sillage du succès du programme de stages de la FEMIP, la BEI s'est attelée, en août 2013, à l'élaboration d'un programme de détachements de la BEI-FEMIP (« programme ») axé sur le renforcement des capacités institutionnelles dans les pays partenaires méditerranéens. Cette initiative correspondait parfaitement à la nouvelle politique européenne de voisinage, avec sa philosophie de partenariat pour la démocratie et la prospérité commune avec nos pays voisins, et, qui plus est, il semblait qu'elle arrivait à point nommé et qu'elle était instamment nécessaire.

Depuis le lancement du programme en 2013, la BEI a accueilli trois personnes détachées, dont deux par l'Égypte et la Palestine auprès de la direction des opérations, en qualité de chargés de mission, et la troisième par la Tunisie, en tant que chargé de cofinancement.

Description du projet

Le programme de détachements de la BEI-FEMIP est ouvert i) à des fonctionnaires de divers ministères (finances, économie, transports, environnement, etc.), des banques centrales ou d'autres organismes du secteur public, et ii) à des candidats du secteur privé de l'ensemble des PPM.

Les candidats doivent être appuyés par leur employeur et remplir les critères pertinents de nationalité, de compétences linguistiques et d'expérience.

Résultats attendus

L'objectif général du programme de détachements de la BEI-FEMIP consiste à contribuer au développement socio-économique durable et à la croissance inclusive dans les pays partenaires méditerranéens au travers d'un renforcement des capacités, de façon à stimuler un environnement propice aux investissements en faveur des domaines prioritaires de l'UE pour ses pays voisins du Sud. Le programme a pour but de permettre à un plus grand nombre de personnes issues de la région de compléter leur parcours professionnel par une expérience pratique auprès d'une banque de développement dans l'environnement multiculturel d'une institution de l'UE.

Le programme s'efforcera en outre de satisfaire aux priorités du renforcement des capacités dans les pays partenaires, les personnes choisies étant détachées à la BEI en fonction des besoins de leurs pays respectifs, tout en prenant en considération les exigences opérationnelles de la Banque et ses capacités à employer et encadrer ces personnes.

Annexe 3 – Opérations achevées en 2016

1. Étude sur le renforcement des incidences du développement du secteur privé sur la transition démocratique dans les pays partenaires méditerranéens

Pays :	**opération régionale**
Bénéficiaires :	**pays voisins du Sud**
Secteur :	**finances et PME**
Consultant :	**consultant individuel**

Montant approuvé :	**150 000 EUR**
Montant signé :	**148 872 EUR**
Procédure d'appel d'offres :	**procédure négociée concurrentielle**
Durée :	**18 mois**
Période de mise en œuvre :	**21 juillet 2014 – 20 janvier 2016**

Contexte

Les événements politiques qui secouent la région méditerranéenne depuis le mois de janvier 2011 montrent que l'avenir de la stabilisation démocratique exige que les économies soient capables de créer davantage d'emplois et une croissance inclusive pour les citoyens.

Au cours des dernières décennies, le secteur privé a acquis une importance croissante dans les économies des pays partenaires méditerranéens, tant au niveau de son champ d'activité que de son ampleur. La contribution des entreprises et des investissements privés à la création d'emplois, à la diversification sectorielle, à la fourniture de services publics et à la formation de capital s'est fortement accrue, même si d'importantes différences subsistent à travers la région.

Malgré le ralentissement économique mondial, les autorités locales ont maintenu leur volonté de déléguer davantage de responsabilités aux investisseurs et aux entrepreneurs privés.

Description de l'opération

Cette étude régionale conjointe de la BEI et de l'IDEA sur le thème « Renforcement des incidences du développement du secteur privé (DSP) sur la transition démocratique dans les pays partenaires méditerranéens » est une opération d'assistance technique qui vise à identifier les liens existants, dans les pays de la FEMIP, entre, d'une part, le développement, la croissance et le dynamisme du secteur privé et, de l'autre, la transition démocratique. Elle met en avant comment les IFI, et en particulier la BEI, peuvent focaliser leurs interventions dans des domaines permettant le recours au secteur privé de façon à stimuler les progrès démocratiques. Elle a pour objet d'examiner les principales théories et autres modèles et d'établir des liens entre ces théories et la réalité sociale dans les pays partenaires méditerranéens (PPM).

Cette étude dresse le bilan de l'influence que le développement du secteur privé a exercée jusqu'à présent sur la transformation économique et sociale dans un contexte de renversement d'un pouvoir autoritaire suivi d'une évolution vers la démocratie. Elle inclut des comparaisons entre pays à l'échelle régionale et s'intéresse également aux principaux facteurs à l'origine des différences parmi les PPM, selon la structure suivante :

Première partie :	analyse de l'impact du secteur privé sur la construction de la démocratie.
Deuxième partie :	recommandations pour mettre à profit le développement du secteur privé pour la transition démocratique.
Troisième partie :	préparation à un dialogue.

Objectifs et résultats

L'objectif global de cette étude était de comprendre la relation entre le développement du secteur privé et la construction de la démocratie dans la région méditerranéenne au lendemain du Printemps arabe et d'approfondir cette compréhension. Il s'agissait ainsi :

a. d'analyser l'impact que le développement du secteur privé a exercé à ce jour sur la transformation économique et sociale ;
b. d'émettre des recommandations pour mettre davantage à profit le développement du secteur privé au travers de son rôle dans les efforts de construction de la démocratie ;
c. de jeter les bases de l'élaboration, dans le futur, d'une série d'indicateurs pouvant contribuer à la mise en œuvre des nouveaux objectifs de la politique extérieure de l'UE dans la région méditerranéenne.

L'étude a permis de cerner, pour la région dans son ensemble et pour chaque pays pris séparément, l'influence du secteur privé sur la démocratie ainsi que les opérations et les projets qui sont les plus susceptibles de soutenir à la fois le secteur privé et le développement de la démocratie.

Conclusions

Les théories de la modernisation et de l'organisation politique éclairent sous différents jours la manière dont le DSP contribue à la démocratisation. La première souligne l'importance d'un processus de développement qui redistribue le pouvoir, auparavant concentré entre les mains du régime étatique, auprès d'autres acteurs économiques, tandis que la seconde met en avant la nécessité d'aider les acteurs du secteur privé à jouer un rôle politique effectif grâce à de meilleures capacités de défense, de représentation et d'action collective.

L'étude observe que le renforcement des PME peut exercer une influence plus que proportionnelle en faveur de la démocratie, mais que l'octroi d'une aide aux entreprises n'a pas nécessairement pour effet de renforcer une voix politique plaidant pour la démocratie. Afin d'obtenir un impact durable sur les systèmes de responsabilité politique et d'autorité, le développement des capacités des entreprises indépendantes doit s'accompagner de mesures tendant à démanteler l'influence d'entreprises oligarchiques ancrées dans le paysage politique traditionnel. Ces constats forment le fondement de dix réflexions de haut niveau pour la formulation d'interventions destinées au DSP dans les PPM, dont cinq misent surtout sur le fait d'accélérer les changements structurels et les cinq autres sur le fait d'encourager l'organisation politique dans le secteur privé.

Les dix lignes directrices de haut niveau ne sont pas sans implications opérationnelles pour les IFI qui souhaitent accroître l'impact démocratique de leurs interventions de DSP. L'examen des activités existantes de DSP dans les PPM a révélé que les IFI et les autres organisations internationales peuvent accélérer davantage les changements structurels en augmentant encore leurs opérations de financement d'impact et en renforçant leurs capacités d'analyse de l'économie politique. Les interventions de DSP pourraient aider davantage le secteur privé à pratiquer un militantisme pro-démocratique en identifiant les besoins précis des bénéficiaires finals et en y répondant, en renforçant les organisations représentatives dans le secteur privé, en donnant plus de pouvoir aux acteurs favorables à la démocratie au sein de l'État, en nouant des liens avec des acteurs de la société civile et en favorisant le dialogue public-privé.

Afin de mesurer l'impact politique de leurs activités de DSP, les IFI doivent élaborer des cadres d'évaluation en élargissant les ensembles d'indicateurs existants de base d'une manière similaire aux indicateurs d'impact social de la BEI au titre du REM+. L'impact doit être mesuré séparément au niveau des institutions financières intermédiaires et des bénéficiaires finals, sans oublier de rechercher l'influence potentielle des activités au-delà des participants directs et indirects. Les cadres devraient être itératifs et flexibles de façon à ce que les indicateurs puissent être adaptés si la définition de la réussite politique évolue. Ils devraient également permettre la participation des bénéficiaires afin d'assurer que les indicateurs de changement aient un sens dans le contexte local. Enfin, les IFI devraient combiner plusieurs indicateurs de qualité démocratique pour refléter la complexité et les multiples facettes inhérentes à la démocratisation. La compréhension de l'impact politique sera ainsi plus nuancée.

2. Étude de faisabilité et supervision d'une liaison permanente entre l'autoroute A4 et la ville de Bizerte

AT1 – Étude de faisabilité d'une liaison permanente entre l'autoroute A4 et la ville de Bizerte

Pays : **Tunisie**
Bénéficiaire : **ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire**
Secteur : **transports**
Consultant : **consultant individuel**

Montant approuvé :	**320 000 EUR**
Montant signé :	**320 000 EUR**
Procédure d'appel d'offres :	**appel d'offres international limité**
Durée :	**15 mois**
Période de mise en œuvre :	**06 août 2015 – 23 novembre 2016**

AT2 – Étude de la liaison permanente entre l'autoroute A4 et la ville de Bizerte : supervision indépendante de l'ouvrage principal

Pays :	**Tunisie**
Bénéficiaire :	**ministère de l'équipement et de l'aménagement du territoire**
Secteur :	**transports**
Consultant :	**consultant individuel**

Montant approuvé :	**80 000 EUR**
Montant signé :	**75 000 EUR**
Procédure d'appel d'offres :	**procédure négociée concurrentielle**
Durée :	**10 mois**
Période de mise en œuvre :	**16 octobre 2015 – 1er août 2016**

Contexte

Eu égard au rôle fondamental de l'infrastructure routière dans le développement économique du pays, la Tunisie continue de consentir d'importants investissements dans l'entretien et la promotion du réseau routier, qui facilite les déplacements de personnes et accueille plus de 80 % du transport de marchandises.

Les différentes améliorations routières consignées dans les plans d'investissement quinquennaux successifs traduisent la volonté de l'État tunisien d'œuvrer à la modernisation de l'infrastructure routière afin de contribuer au développement économique et social du pays.

Dans ce contexte, la BEI a réalisé, en juillet 2010, un examen stratégique du programme autoroutier et de la mise en œuvre du contournement de grandes villes en Tunisie dans le but de définir les priorités globales pour le secteur des autoroutes dans le pays.

Description de l'opération

Le projet portait sur la construction d'une liaison routière de 5 à 8 km entre la ville de Bizerte et l'autoroute en envisageant deux options, à savoir un pont ou un tunnel. Cette liaison contribuera à soulager la congestion dans le centre de Bizerte et améliorera la mobilité entre les deux rives du canal, favorisant ainsi le développement économique de la région de Bizerte au sens large.

Après l'examen et la consultation avec la Commission européenne, le Fonds de soutien de la FEMIP a financé, entre autres, l'opération d'assistance technique (AT) « Étude de faisabilité d'une liaison permanente entre l'autoroute A4 et la ville de Bizerte en Tunisie » à hauteur d'un montant de 2 049 000 EUR.

Le Fonds fiduciaire de la FEMIP a ensuite financé deux assistances techniques d'aide à ce projet, dont la première concernait l'extension de l'étude de faisabilité (AT1) du projet et la deuxième le financement de la supervision et de l'audit des études (AT2). Ces AT entrent dans le champ d'application d'une initiative régionale plus vaste, le programme de conseil pour le secteur des transports dans les pays voisins du Sud, appelé SNAP-T, sous l'égide de l'UE.

L'étude de faisabilité initiale a été scindée en quatre phases. Au cours de la réalisation de la deuxième phase (Faisabilité et conception préliminaire), il est apparu que plusieurs mesures complémentaires s'imposaient pour compléter l'opération d'AT et amener le projet au stade suivant. Ces impératifs ont pris la forme de deux extensions de l'AT financées par le Fonds fiduciaire de la FEMIP.

AT 1 : extension de l'étude de faisabilité à une nouvelle liaison (environ 2 km) au-delà de la RN11, du côté nord, pour améliorer la répartition du trafic entrant dans la ville

Le prolongement de la liaison du couloir 4 au-delà de la RN11, en continuant vers le nord sur environ 2 km, était l'option privilégiée et c'est celle qui a été retenue. Il a été proposé de prolonger la liaison après la route nationale 11 (RN11). Cette solution permettra une meilleure répartition du trafic dans le réseau existant et une meilleure intégration de la liaison routière dans la zone urbaine. La liaison comprendra deux échangeurs, l'un au niveau de la RN11 et l'autre à l'extrémité nord.

Ce prolongement a nécessité deux actions : (i) des études détaillées supplémentaires sur le trafic et sur le réseau routier urbain adjacent, ainsi que des études topographiques et géotechniques ; et (ii) la réalisation d'enquêtes sociales portant sur l'ensemble de la nouvelle liaison routière sur environ 7 km.

AT 2 : supervision et audit indépendants des études sur la structure principale de la liaison permanente entre l'autoroute A4 et la ville de Bizerte en Tunisie

Cette opération d'assistance technique portait sur un audit ou une supervision élargie du même projet de viaduc. Cet audit équivaut à la réalisation d'un contrôle du projet par un expert autre que celui qui avait été chargé de l'élaboration du projet. Il a été exécuté en quatre phases sur une période totale de six mois.

Objectifs et résultats

Le projet a pour objectif global de soutenir les politiques de l'État tunisien sur le développement du secteur routier, notamment en créant une nouvelle liaison routière entre la fin de l'autoroute A4 et la ville de Bizerte, comprenant la réalisation d'une structure importante traversant la zone du canal portuaire de la ville.

Les objectifs spécifiques de l'opération d'AT consistaient à aider le promoteur à créer une liaison routière à grande vitesse entre l'autoroute A4 et le centre de Bizerte, sur une distance d'environ 5 à 8 km. Plusieurs options ont été analysées à cette fin pour la traversée de la zone du canal portuaire, parmi lesquelles des variantes de pont et de tunnel.

Conclusions

La nouvelle liaison permanente correspond aux objectifs poursuivis par le projet :

- elle répond à la charge croissante de la circulation dans la zone urbaine de Bizerte et permet d'absorber rapidement un grand volume de véhicules, ce qui fait augmenter le nombre de véhicules qui traversent le canal. Elle absorbe 54 % du trafic à ce jour et cette proportion passera à 66 % en 2030 et à 75 % en 2040 ;
- elle permet de décongestionner les accès au centre-ville et de niveler la charge sur le réseau ;
- elle satisfait aux exigences du trafic tant urbain que régional, et en particulier sur la liaison commerciale avec le grand Tunis ;
- elle procure un lien structurant pour le développement urbain et socio-économique ;
- elle réduit les coûts de transports pour les usagers, notamment les camions, et permet des gains de temps ;
- elle diminue le nombre d'accidents grâce à une amélioration du réseau routier et du niveau de service routier.

La réalisation de l'extension du projet sur 2 km, avec la création de l'échangeur de la RN11, contribue à mieux remplir les objectifs poursuivis par le projet à moyen et à long terme.

Annexe 4 – Fonds pour la transition au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : réserve de contrats

Pays	Description de l'opération d'AT	État d'avancement de l'opération	Statut du contrat	Montant (en EUR)
Jordanie	Mise à jour du schéma directeur et estimation de coûts : poste-frontière Jordanie-Irak (Al-Karamah)	Lancée		70 000
Opération régionale	Région MENA : renforcement des institutions et des capacités dans le secteur des transports	Lancée		500 000
Maroc	Étude de faisabilité de la plateforme logistique d'Oulad Saleh Casablanca	Lancée		131 000
Égypte	Poste-frontière d'El Salloum : plan directeur et conception finale	Approuvée		500 000
Opération régionale	Assistance technique aux ministères chargés de la logistique de l'Égypte, du Maroc et de la Tunisie pour la mise en place de l'initiative régionale Logismed Soft – Part I	Approuvée	Signé	1 931 843
Tunisie	Étude de corridors stratégiques « Est-Ouest » reliant les gouvernorats de Kasserine, Sidi Bouzid et Gafsa aux gouvernorats de Sfax et Gabès	Approuvée	Signé	945 000
Jordanie	Programme jordanien de croissance des petites et moyennes entreprises (PME)	Approuvée	Signé	2 623 400
Tunisie	Assistance technique pour la préparation de la mise à niveau et le développement des installations de deux postes transfrontaliers sur les frontières tuniso-algériennes, Bouchebka et Malloula	Approuvée	Signé	299 000
Tunisie	AT pour la facilitation des flux commerciaux à travers le développement des ports et de la logistique	Approuvée	Signé	700 000
Tunisie	Étude de faisabilité relative au rétablissement de la liaison ferroviaire Kalaa Sghira – Khazzazia – Kairouan	Approuvée	Signé	256 679
Maroc	Étude de faisabilité des options de développement de l'offre portuaire dans la région d'Agadir	Approuvée	Signé	527 700
Maroc	Étude des schémas régionaux logistiques pour la région de l'Oriental et de Khénifra-Béni Mellal	Approuvée	Signé	335 000
Égypte	Assistance technique à l'appui du développement du centre logistique de Port-Saïd Est en Égypte	Approuvée	Signé	318 231
Égypte	Assistance technique à l'appui de l'évaluation de la demande de transport pour la liaison entre le canal de Suez et le Grand Caire en Égypte	Approuvée	Signé	313 500
Opération régionale	Région MENA : programme d'action relatif à la sécurité routière	Achevée	Terminé	574 270
Jordanie	Assistance technique pour la réfection et la modernisation des routes R15 et R65 en Jordanie	Achevée	Terminé	1 132 400
Maroc	Étude d'une rocade centrale : RN8 Fes – Marrakech – Étude de faisabilité et avant-projet sommaire	Achevée	Terminé	548 300
Maroc	Services financiers mobiles et services de paiement au Maroc : étude internationale de la réglementation et appui à la Banque centrale	Achevée	Terminé	248 500
Maroc	Assistance technique pour la supervision des études sur les schémas régionaux de zones logistiques – Royaume du Maroc	Achevée	Terminé	49 500
Jordanie	Promotion de l'inclusion financière via les services financiers mobiles	Achevée	Terminé	329 598
Tunisie	Optimisation et suivi de l'impact des projets d'infrastructure sur l'emploi en Tunisie	Lancée		390 000
			Projets approuvés	**12 723 921**

Annexe 5 – États financiers abrégés

BILAN

au 31 décembre 2016

(en milliers d'EUR)

	Notes	31.12.2016	31.12.2015
ACTIF			
Liquidités et équivalents	4	44 203	50 188
Investissements en capital-risque	5	3 373	2 581
Autres éléments de l'actif	6	1 235	407
Total de l'actif		**48 811**	**53 176**
PASSIF ET RESSOURCES DES DONATEURS			
PASSIF			
Autres éléments du passif	9	8	8
Dettes envers les tiers	7	236	752
Contributions de tiers	8	12 282	15 476
Total du passif		**12 526**	**16 236**
RESSOURCES DES DONATEURS			
Contributions	10	54 290	53 890
Bénéfices non répartis		-18 005	-16 950
Total des ressources des donateurs		**36 285**	**36 940**
Total du passif et des ressources des donateurs		**48 811**	**53 176**

COMPTE DE RÉSULTAT

pour l'exercice clos au 31 décembre 2016

(en milliers d'EUR)

	Notes	Du 01.01.2016 au 31.12.2016	Du 01.01.2015 au 31.12.2015
Intérêts et produits assimilés		6	-
Gain non réalisé sur les investissements de capital-risque	5	314	571
Gain de change net		104	450
Autres produits	13	75	394
Total des produits d'exploitation		**499**	**1 415**
Projets financés	11	-1 461	-1 553
Charges administratives générales	12	-85	-81
Autres frais	14	-8	-8
Total des charges d'exploitation		**-1 554**	**-1 642**
Perte nette de l'exercice		**-1 055**	**-227**

Contacts opérationnels

Heinz Olbers
Directeur du département
Pays voisins
+352 4379-87313
h.olbers@bei.org

Christoph Kuhn
Directeur du département
Gestion des mandats
+352 4379-87324
c.kuhn@bei.org

Jesper Persson
Chef de la division Fonds fiduciaires
et panachage de ressources
+352 4379-86665
j.persson@bei.org

Dionysios Kaskarelis
Chef de l'unité Fonds fiduciaires
et partenariats de financement
+352 4379-86108
d. kaskarelis@bei.org

La BEI remercie les promoteurs et fournisseurs suivants pour les prises de vues illustrant ce rapport :
© EIB, © Geraldine Bruneel, © KfW Bildarchiv, © GN Store Nord, © Visit Jordan, © Energiepark Bruck - Leitha, © IDE Technologies, © AWV, © Quito metro, © Banque de Tahiti, © iStock.

Imprimé par l'Imprimerie centrale sur MagnoSatin au moyen d'encres à base d'huiles végétales, sur papier composé à 100 % de fibres vierges (dont au moins 50 % issues de bois provenant de forêts bien gérées) et certifié conformément aux règles du Forest Stewardship Council (FSC).

FSC www.fsc.org MIXTE Papier issu de sources responsables FSC® C103749

Banque européenne d'investissement

La banque de l'UE

Banque européenne d'investissement
98-100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg
+352 4379-1
+352 437704
www.bei.org/ftf – info@bei.org

Rapport annuel 2016

Pays voisins du Sud et Fonds fiduciaire de la FEMIP

© BEI 10/2017
print: QH-AH-17-001-FR-C ISBN 978-92-861-3335-0 ISSN 1830-3846 doi:10.2867/526454
digital: QH-AH-17-001-FR-N ISBN 978-92-861-3334-3 ISSN 2363-4006 doi:10.2867/73923